

**Le
MONDE**

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 114 • Juillet-Août 1965 • 2 F.



AVEC OU SANS BEN BELLA

LES ALGÉRIENS

SE DEMANDENT TOUJOURS DE QUOI DEMAIN SERA FAIT

VIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

ACTIVITÉ DES GROUPES

Le vrai visage de l'anarchie

Les étudiants libertaires de Strasbourg nous font parvenir ce communiqué que nous sommes heureux de publier :

« Des étudiants fascistes sont venus distribuer leur propagande à La Gailla le 18 mai 1965. Ils ont été vidés par les flics que des étudiants communistes ont appelés. C'est bien fait pour leur gueule. »

(Rumeur courant parmi les étudiants de gauche.)

Il est un fait que l'Etat envahit de plus en plus la vie quotidienne des gens. La police, ridicule dans ses manifestations tracassières, reste dangereuse : son existence est le meilleur signe de l'emprise que nous subissons. La confiscation de la violence et les limitations légales au droit d'expression ne sont pas étrangères à la situation que déplorent tous ceux qui veulent vivre.

Aussi trouvons-nous intolérables que des étudiants de gauche demandent l'aide de la police pour faire taire des indésirables, car cela témoigne d'une démission irréversible.

Il nous paraît particulièrement débile du point de vue politique :

— de faire de ces fascistes des martyrs ;

— de donner des gages à un Etat qui veut en finir avec les revendications étudiantes ;

— de prouver que l'on est mineur et qu'il faut faire appel à des adultes pour se protéger ;

— d'accepter les règles que la préfecture impose à la diffusion publique des opinions.

Une pareille collusion avec les forces répressives nous paraît symptomatique de la misère des contestations et de la faiblesse tactique de ceux qui prétendent lutter pour un monde meilleur.

Il est évident qu'on ne saurait user de plus d'indulgence !

COMMISSION SYNDICALE DE LA F.A.

Les militants désignés par le dernier congrès pour siéger à la Commission syndicale de la F.A. sont priés d'être présents

Dimanche 4 juillet à 9 h 30
110, passage Ramey, PARIS-18°
(m° Joffrin ou Marcadet-Poissonniers) pour une première réunion.

TRES IMPORTANT

Le jeune groupe d'Evreux ouvrait le 11 juin son cycle de conférences (qu'il entend reprendre à la rentrée) par une réunion avec Maurice Joyeux sur « le vrai visage de l'anarchie ».

Le journal Paris-Normandie en rendait compte en ces termes :

Maurice Joyeux faisait préalablement un court historique de l'anarchisme. Puis, détruisant les fausses interprétations du mot « anarchie » souvent employé dans le sens de : licence, désordre, terrorisme, interprétations qui éloignent les individus de cette idéologie, il en restitua le sens fort.

La pensée anarchiste est pensée libertaire, égalitaire et humanitaire.

Notre Congrès

C'est à Toulouse qu'a eu lieu cette année le congrès de la Fédération Anarchiste, les samedi, dimanche et lundi de la Pentecôte.

Il a permis de constater un large et réconfortant auditoire parmi lequel une notable proportion de jeunes qui nous permet de regarder l'avenir et d'envisager la relève.

L'atmosphère de fraternité et l'intérêt porté aux questions débattues donnent également des raisons d'optimisme dans un monde et un temps qui en fournissent si peu.

Comité de relations

désignés au congrès de la F.A.

Secrétaire général : Maurice LAISANT

Secrétaire aux relations intérieures : Richard PEREZ

Secrétaire adjointe : Adrienne DEVRIENDT

Secrétaire aux relations extérieures : MONSERAT

Secrétaire aux relations internationales : Guy SEGUR

Secrétaire adjoint : ELISEE

Tresorier général : James FAUGERAT

Tresorier adjoint : Maurice GOUARIN

Libertaire car elle considère que la société doit être conçue pour le plein épanouissement de l'individu et non que l'homme doit rentrer dans les cadres étroits d'une société qui l'opprime.

L'anarchie comme son étymologie l'indique, rejette l'appareil étatique et propose une organisation fédéraliste dans laquelle la production et la distribution sont gérées par le syndicat.

Maurice Joyeux devait ensuite répondre aux questions d'un public relativement nombreux et passionné par cet orateur convaincu.

Le Groupe Libertaire remerciait l'assistance et lui donnait rendez-vous pour le mois de septembre à la reprise de son cycle de conférence. Paris-Normandie, 17 juin 65.

Le Groupe libertaire de l'Eure.

A SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE

Comme chaque année, organisée par les groupes Louise Michel (Paris-18°) et Asnières, une sortie champêtre a eu lieu les 25-26 et 27 juin dernier.

Les militants de la région parisienne de la Fédération Anarchiste avaient répondu nombreux à cet appel ainsi que les camarades des amis de Sébastien Faure et de la Libre Pensée.

Est-ce la présence de ces derniers et de leurs relations avec le ciel, mais celui-ci se maintint au bleu fixe avec un soleil extraordinaire, et dans une atmosphère fraternelle se déroulèrent chants, récits, histoires et pour conclure, large discussion commune sur le problème algérien, le tout orchestré par le frémissement des feuilles et le chant des oiseaux.

« Le bivaqueur ».

Dans le cadre d'une étude sur l'homosexualité, le groupe de Marseille recherche les articles qui auraient pu paraître dans la presse anarchiste française ou étrangère. René LOUIS, 13, rue de l'Académie Marseille (1er).

LE MONDE LIBERTAIRE
est le journal de la Fédération Anarchiste, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

Souscriptions du 20-5 au 20-6 1965

Rubiol Joséphine, 5,00 ; Vaillant Bernard, 25,00 ; A.B.C., 7,50 ; Farichon, 10,00 ; Bachot, 3,25 ; Voileau, 10,00 ; Macé, 10,00 ; individuel, 10,00 ; Fayolle, 50,00 ; Creach, 5,00 ; Kottelanne, 100,00 ; R. Clavé, 50,00 ; L.-M. Parenti, 20,00 ; Rouxel Gaston, 10,00 ; Quer Gérard, 10,00 ; Galan, 10,00 ; Petit, 5,00 ; Clau, 5,00 ; Durrat, 10,00 ; groupe de Versailles, 7,00 ; groupe Liaisons Internationales, 100,00 ; groupe de Bordeaux, 102,00 ; J.R.A., 50,00 ; G.L.A.S., 50,00 ; groupe de Marseille, 100,00 ; groupe Louise-Michel, 250,00 ; groupe de Thionville, 50,00.

PRÈS DE NOUS

MANIFESTATIONS
COMMÉMORATIVES DU SOUVENIR
Dimanche 4 juillet 1965

1° Le matin, à 11 heures,
Place Maubert, PARIS (5°)
(devant le socle de la statue d'Etienne Dolet)

MAURICE LAISANT prendra la parole au nom de la F.A.

2° L'après-midi, à 15 heures,
Square Nadar,
en haut de la rue Saint-Eleuthère
(Butte Montmartre)
(devant le socle de la statue du Chevalier de La Barre avec

ANDRÉ RIVRY

de la Fédération représentant la Libre Pensée

de la Fédération de la Gironde

MAURICE JOYEUX prendra la parole au nom de la F.A.

I.R.G.

L'Internationale des Résistants à la Guerre organise cet été en Italie une Conférence d'Etudes sur l'entraînement à la non-violence et un camp de travail et d'études pour les objecteurs de conscience.

Pour tous renseignements, écr. S.A.R.I., 3, rue Ternaux, Paris (11°).

PARIS

GRUPE DES AMIS
DU MONDE LIBERTAIRE
S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11°).

GRUPE D'ETUDES ET D'ACTION
ANARCHISTE
Ecrire : 3, rue Ternaux, Paris (11°).

GRUPE LIBERTAIRE
LOUISE MICHEL
Réunion vendredi 2 juillet à 21 heures
précises, 110, passage Ramey, Paris (18°).

ORDRE DU JOUR
Bilan de notre propagande, perspectives pour 1965-66, manifestations du 4 juillet prochain, divers.

GRUPE DE LIAISONS
INTERNATIONALES
Réunion habituellement les 1°, 3° et 5° samedis du mois
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11°)

GRUPE JEUNES REVOLUTIONNAIRES
ANARCHISTES
Pour tous renseignements, écrire, 110, passage Ramey, Paris (18°) ou téléphoner à ORN. 57-89.

GRUPE LIBERTAIRE DURUTTI
Réunion chaque vendredi. Pour tous renseignements, écrire ou prendre contact avec Claude MICHEL, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

GRUPE LIBERTAIRE
D'ACTION SPONTANEE
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

GRUPE LIBERTAIRE
JULES VALLES
Ce groupe se réunit chaque semaine dans le 13° arrondissement.
Pour tous renseignements, écrire au camarade PEREZ Richard, Poste restante, Paris 118

GRUPE DE LA TRIBUNE
D'ACTION CULTURELLE
Réunion tous les jeudis, à 18 heures, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

Le groupe répond à tout le courrier qui lui est adressé et essaie d'avoir des discussions dans les plus larges domaines.

RÉGION PARISIENNE

ASNIÈRES

GRUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredi).

AULNAY

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11°).

MONTREUIL-SOUS-BOIS

ET ENVIRONS
GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Robert PANNIER, 244, rue de Romainville, à Montreuil.

VERSAILLES

GRUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. FAYOLLE, 24, rue des Condaminés, Versailles (S.-et-O.).

PROVINCE

ANGERS-TRELAZE

GRUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie

BORDEAUX

GRUPE ANARCHISTE
« SEBASTIEN FAURE »

Réunion tous les premiers mardis du mois au local du mouvement libertaire bordelais, 7, rue du Muguet, à 20 h 30.
Pour le groupe F.A. de Bordeaux, s'adresser à : Ph. JACQUES, 21, rue Maignon, BORDEAUX.

Pour l'Ecole rationaliste F. Ferrer et le B.I. : J. SALAMERO, 71, quai des Chartrons, BORDEAUX.
Pour les J.L., 7, rue du Muguet, BORDEAUX

CARCASSONNE

GRUPE HAN RYNER
Pour tous renseignements, s'adresser à Francis Dufour, 51, rue de la Tour d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

CHALONS-SUR-MARNE

Un groupe libertaire se fixant pour tâche de divulguer les idées de la Fédération anarchiste dans la Marne est en formation à Châlons.

Pour tous renseignements, écrire à Georges BOUFFET, poste restante, Châlons-sur-Marne.

EVREUX

GRUPE LIBERTAIRE
DE L'EURE

Pour tous renseignements, écrire à LEFEBVRE, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

GRENOBLE

GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE
SPARTACUS
S'adresser à KERAVAL, 162, rue Léon-Jouhaux, à GRENOBLE (Isère)

Formation d'un cercle anarchiste d'Etude et de discussions pour les cantons de La Chatre et St-Calais (Sarthe).
S'adresser à SENEZ, La Chapelle-Gauguin (Sarthe).

LORIENT

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser G. H., 3, rue Ternaux, Paris (11°), qui transmettra aux responsables.

LYON

GRUPE ELISEE RECLUS
Adressez toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Sémard, Oullins (Rhône).

GRUPE BAKOUNINE

Réunion tous les vendredis à 20 h 30.
Pour tous renseignements écrire groupe Bakounine, 14, r. Jean-Lorrivé, Lyon (3°).

LILLE

GRUPE FEDERATION ANARCHISTE
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MARSEILLE

Pour prendre contact avec les groupes MARSEILLE-CENTRE, MARSEILLE-ST-ANTOINE, JEUNES LIBERTAIRES, écrire au Comité de liaison F.A.-J.L. René LOUIS, 13, rue de l'Académie, MARSEILLE (1er).

MONTLUÇON-COMMENTRY

GRUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis Malfant, rue de la Pêcherie, à COMMENTRY (Allier).

MONTPELLIER

GRUPE ANARCHISTE
Adhérents et sympathisants, réunions tous les samedis à 17 h. Pour correspondance : S.I.A., 21, rue Vallat, Montpellier

NANTES

GRUPE FERNAND PELLOUTIER
Pour tous renseignements, s'adresser à GUYON Marcel, 23 bis, rue Jean-Jourès, NANTES (Loire-Atlantique).

LORRAINE

GRUPE ANARCHISTE
Sections de Metz et Thionville
Pour tous renseignements, s'adresser au groupe Liaisons Internationales, 3, rue Ternaux, Paris (11°).

NORMANDIE

Sections à Barentin, Louviers, Le Havre, Rouen.

GRUPE JULES DURAND

A Rouen, exposés, débats publics tous les 2° mardis de chaque mois au café Le Château d'Ecou, place de Gaillon, à 21 heures
S'adresser à A. Dauguet, 41 rue du Contrat-Social, ROUEN (Sne-Maritime).

GRUPE ANARCHISTE (CALVADOS)

Pour tous renseignements s'adresser à J.-P. Belliard, Ecole à Courson par St-Sever (Calvados).

OYONNAX

GRUPE LIBERTAIRE
S'adresser, 3, rue Ternaux (Paris (11°).

SAINT-ETIENNE

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser au camarade H. Freydré, 21, rue Ferdinand, SAINT-ETIENNE (Loire).

STRASBOURG

GRUPE DE RECHERCHES LIBERTAIRES
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11°).

TOULOUSE

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser J.-C. BRUNO, 41, rue Camille-Desmoulins, TOULOUSE (Haute-Garonne).

VANNES

Formation d'un groupe. Pour tous renseignements s'adresser à LOCHU, 3, pl. Bir-Hakeim, VANNES (Morbihan).

GENEVE

GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE
ROMAND
Renseignements : J. UVIGNIER, 45, bd Saint-Georges, GENEVE

LIEGE

GRUPE SOCIALISTE LIBERTAIRE
S'adresser à NATALIS, 220, rue Vivégnis, LIEGE (Belgique)

F.A. TRESORERIE

Militants de la F.A., pour notre mouvement la propagande est vitale, n'attendez pas pour régler vos cotisations au C.C.P. de la Trésorerie. Merez d'avance

Faugerat James, 3, rue Ternaux Paris (11°) C.C.P. 7 334-77 Paris.
Cotisation minimum : 1 franc par mois et par adhérent ou 12 francs par an.

CIVILISATION ! HUMANITE ! : des mots, des mots dont nos contemporains se fardent le mufle pour camoufler l'ancestrale barbarie dont le progrès (dont ils sont fiers) n'a fait que développer les malfaisances et les atrocités.

Rien n'arrête la férocité de l'homme, pas même le fait que l'ennemi soit à terre et sans défense.

A Saint-Domingue on assassine sans jugement et sans délai selon le vieil adage « Malheur aux vaincus ! » qui est la seule règle véritable des Etats.

On assassine ces militants les plus purs, dressés dans un réflexe de révolte contre la tyrannie des pouvoirs, contre l'arbitraire des systèmes, contre le sadisme des dictateurs, on assassine ces militants qui n'ont pas été souillés par la fièvre du pouvoir, par les compromissions de la politique et dont les rescapés de la barricade n'ont pour avenir que la vengeance des tyrans et les salves d'un peloton d'exécution.

Ce n'est pas seulement la dictature locale (qui fait subir ses représailles et peser sa vindicte de vainqueur), ce n'est pas seulement le gouvernement des U.S.A. et sa criminelle intervention en faveur de tout ce qui s'oppose à la liberté et à la dignité humaine, ce n'est pas seulement ce blocus de la réaction et du passé dans tout ce qu'il a d'odieux et de grégaire qui persécutent les hommes libres qui se sont levés à Saint-Domingue, comme ils se lèveront demain à New York, à Paris ou à Moscou, c'est l'indifférence d'un monde imbécile qui les accable.

Vous mourez mes amis, et le monde joue à la belote ou au tiercé, se passionne pour les exploits du muscle, pour le putanat des étoiles ou des princesses ou pour les niaiseries guimauveuses ou hurlées de la dernière vedette du jour.

Vous mourez et pas un écho ne répond à votre dernier cri, vous tombez sous les balles et ce cri est couvert par le tumulte imbécile d'une civilisation qui s'agite plus qu'elle n'agit, mais ce cri se répercutera à travers les siècles, traversera les océans et les continents dans un souffle de tempête pour rappeler aux agenouillés et aux rempants que des hommes sont morts debout.

LE PROBLÈME DU LOGEMENT

par Michel MICHOT-LAZARSKI

AU 1^{er} juillet les loyers sont augmentés et trouver un logement à un prix raisonnable devient impossible. En échange, le rythme de la construction est ralenti un peu plus chaque jour par le manque de crédits. Les krachs des sociétés privées et l'escroquerie des grandes agences immobilières obscurcissent l'avenir de l'habitat.

Actuellement, c'est avec un minimum de 10 millions de logements qu'il faut construire dans les vingt prochaines années. Cela représente une moyenne de 500 000 logements par an. Or, le chiffre de réalisation de 368 000 pour 1964 nous laisse assez loin de la moyenne « idéale ».

Depuis de nombreuses années, un S.O.S. est lancé, sur l'importance que vont prendre les besoins, compte tenu du vieillissement de nombreux immeubles et d'autre part, de la venue à la vie active de 6 millions de jeunes qui ont entre 15 et 25 ans.

La carence d'un pouvoir totalitaire et l'inefficacité sociale d'un fantôme, Maziol, ministre de la Construction, s'approprient ainsi à faire un nouveau pas dans la politique des loyers chers en ajoutant en plus la vente des H.L.M. Il nous faut rappeler, à propos du projet de loi concernant la vente des H.L.M., que la soi-disant opposition de gauche, communiste et socialiste, a une fois de plus trahi les travailleurs en adoptant le principe.

En plus, les statistiques très officielles qui viennent d'être publiées sont significatives. Elles concernent l'évolution des résidences principales et des locaux vacants et résidences secondaires. Dans la Seine le nombre de logements vacants et résidences secondaires est en augmentation de 85,6 %. A vous de juger...

Depuis le 1^{er} juillet, les loyers des logements anciens sont devenus libres. Avec cette nouveauté, vous trouverez beaucoup de logements si vous pouvez consacrer 600 F par mois pour un modeste 2 pièces. Lorsque l'on sait que le revenu moyen mensuel des salariés est de 743 F (*), on peut difficilement imaginer comment les gens peuvent faire face, surtout lorsque la publicité oriente les consommateurs vers les progrès réalisés pour la vulgarisation de certains biens ou services tels que l'auto-

mobile, les appareils ménagers, les vacances d'hiver et d'été, etc.

Dans le cadre de la « promotion sociale », la liquidation gouvernementale du principe des H.L.M. facilite le vol légalisé. Le temps approche où comme l'indiquait le rapport sur le IV^e Plan, l'effort de construction sera « limité à la demande solvable ». Le gouvernement, avec la complicité des parlementaires, confirme la faillite d'un illusoire progrès social. Le mythe constitué par le beau verbiage parlementaire et la presse décourage tous les crédules qui espèrent encore au parlementarisme et à la démocratie.

Les « privilégiés » qui arrivent à avoir un logement convenable se retrouvent dans une banlieue éloignée et d'accès souvent difficile. Là, ils sont parqués dans de vastes cités de 1 200 logements au minimum. Juste un centre commercial pour les nourrir, des adolescents qui exaltent leur fureur de vivre et une cellule communiste qui profite de l'occasion pour crier « Vive Lénine, vive le prolétariat ! »

Pendant ce temps, les « hautes sphères » appliquent un système ayant pour conséquence une aggravation des charges financières, la restriction des crédits et des entraves administratives de toutes sortes. A ces faits, une nouvelle réforme du financement est annoncée, elle a fait l'objet d'une étude au Conseil économique. Celle-ci a pour mission d'augmenter encore et toujours les charges financières. C'est ainsi qu'il est question de revenir, en ce qui concerne la vente des H.L.M. aux prêts représentant 90 % du coût de l'opération mais à un taux d'intérêt de 3 %.

Comme nous pouvons le constater cette machination « sociale » arrange, au mieux, les intérêts des banques représentées par les guignols qui siègent à l'Assemblée Nationale. Mais après tout, si vous voulez continuer à être des petits moutons endormis, n'hésitez pas, votez et faites le jeu des princes qui nous gouvernent.

* Statistique communiquée par l'I.N.S.E.E.

	Pages
Notre Congrès 1965	2
A rebrousse-poil	4
par P.-V. BERTHIER.	
La presse pourrie	4
par Jean CLAUDE.	
La loi militaire	5
par Maurice LAISANT.	
Anarchisme espagnol	6
par Gui SEGUR.	
Touchez pas aux Zidoles	6
par Jean-Louis GERARD.	
La grande illusion des travailleurs	7
par Marc PREVOTEL.	
Trois aspects de l'activité syndicale	7
par MONTLUC.	
Les vieux	8 et 9
par Maurice JOYEUX.	
Liberté et vérité	10
par Jean-Marc THAUVILLON.	
A M. le Ministre du Travail	10
par René THOMAS.	
Les faux pas du Venezuela	11
par Victor GARCIA.	
Les informations internationales	12
Résolution sur Cuba	12
Les origines de notre journal	18
par Louis LOUVET.	
Poésies et variétés	14
par Suzy CHEVET.	
Les disques et la radio	14
par J.-L. STAS.	
Le cinéma	14
par Claude FAURE.	
La télévision	14
par J. SERELLE.	
Les livres	15
par Maurice JOYEUX.	
Le second Manifeste	16
par Jacques SOREL	16

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction Administration

3, rue Ternaux, Paris (11^e)

VOLtaire 34-08

Compte postal Librairie Publico Paris 11289-15

Prix de l'abonnement

France : 6 numéros 10,00 F

12 numéros 20,00 F

Etranger : 6 numéros 10,60 F

12 numéros 21,50 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, Paris (11^e)

Nom

Prénoms

Adresse

.....

Le directeur de la publication,
Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant,
19 rue du Croissant - Paris (2^e).

La revanche des notables

Le mois dernier, dans un article de notre journal, je laissais entendre que la liquidation de la S.F.I.O., entreprise par Defferre, pouvait trébucher soit sur une insurrection des militants écœurés des tripatoillages auxquels se livrait le maire de Marseille, soit plus sûrement contre l'opposition sourde des notables du parti, décidés à se maintenir à flot.

Cette dernière hypothèse s'est révélée la bonne. Pourtant le Congrès socialiste avait donné le feu vert, mais Mollet et ses amis avaient glissé sous les pieds des « fédérateurs » suffisamment de peaux de bananes pour que Lecanuet, son vieux complice du M.R.P., ait suffisamment de raisons de dire non !

La Fédération socialiste et démocratique n'est donc pas parvenue à voir le jour. Defferre a touché les épaules, c'est la revanche des cadres des partis traditionnels malmenés depuis quelques mois par les jeunes turcs d'« Horizon 80 ». De toutes façons les chances de cette Fédération et de son candidat aux élections présidentielles étaient nulles et les « leaders » ont préféré mettre le projet en sommeil, quitte à le ressortir pour une occasion plus propice — Defferre écarté, les « clubscules » aux dents longues sont hors du

circuit, gageons qu'avant la fin de l'année le Mollet, le Lecanuet et le Faure auront reconstitué ce bon vieux Cartel des familles, qui n'engage rien d'essentiel mais assure la pérennité des postes clés et permet toutes les combines, toutes les tractations au sommet loin des militants encore embués de romantisme révolutionnaire.

Les choses auraient pu se passer autrement et les militants lever l'étendard, « autrefois rouge », de la révolte, à la fois contre le travaillisme de Defferre et contre le cartel cher à Guy Mollet. Il n'en fut rien ! Le militant est lui aussi un « notable » ou aspire à l'être. Le socialisme, il n'y croit plus ou, plutôt, il a vidé le mot de son contenu révolutionnaire et il en a fait un synonyme de ce libéralisme de bon ton, qui tolère quelques libertés abstraites et de toutes manières inutilisables pour quiconque ne possède pas les moyens économiques d'en faire une réalité, mais qui permet à celui qui peut trafiquer des voix électorales de pénétrer dans le clan des notables.

Le « non » à Defferre est un coup d'arrêt et un avertissement à tous ces jeunes irréguliers qui, après avoir fait leurs classes en marge des partis, prétendent aujourd'hui écarteler les bontés. Les partis qui parlent d'unité du bout

des lèvres refusent de crever. Ils se pétrifient, ils se vident de leur substance, les jeunes les fuient et les ans qui font leurs ravages les laissent sans réaction devant l'événement. Ils s'affaissent d'eux-mêmes et ne disparaîtront qu'avec le temps, entraînés par la nature des choses.

Mais, en attendant, il y a encore des beaux jours pour les alliances et les ruptures. Faure, Mollet, Lecanuet ont gagné la manche, chassant du devant de la scène leurs « chers amis de gauche » Defferre, Mitterrand et autre Mendès-France. Ceux-là sont des irréguliers. A l'occasion du travaillisme, ils ont rêvé de prendre la place des « dirigeants des partis » à la tête de la gauche. Ceux-ci viennent d'y mettre bon ordre.

Provisoirement écarté, le travaillisme, tel le serpent de mer, fera son apparition au moment des grandes chaleurs électorales. Jeux de cirques qui rappellent les contorsions du bas empire romain avant son effondrement. Ces jeux peuvent prêter à sourire ou à soulever le mépris ; c'est en dehors d'eux, c'est à côté d'eux que s'accumulent les éléments de la civilisation de demain.

Maurice JOYEUX.

La presse pourrie :

UN SALAUD, DES SALAUDS

UNE photographie sur cinq colonnes dans « France-Soir », deux pages dans « Paris-Match ». Il n'ont pourtant pas de quoi être fiers.

Professionnels de la sensation, vous êtes de beaux salauds. Non seulement il y a des filles parmi vous (nous le savons et vous le savez) mais, une fois n'est pas coutume, vous les mettez en vedette. D'habitude, vous êtes plus discrets.

Le 2 mai 1964, le quotidien régional d'information « Nice-Matin » (trop bavard) nous apprenait la mort de son correspondant pour la Corse, également directeur de « Corse d'Aujourd'hui », également... officier de police principal aux Renseignements généraux. Seul de toute la presse, notre journal reprit l'information. Nous l'avions transmise à quelques personnalités journalistiques supposées « libres » en soulevant la question de la double appartenance (presse-police). Seul André Guérin, rédacteur en chef de « L'Aurore », nous répondit timidement (le 23-5-1964) : « On nous a donné ces jour-là l'assurance que la commission de la carte s'imposera une conception un peu plus vigilante de son rôle et nous osons espérer que cette promesse ne sera pas démentie. » Mais PERSONNE, pas même le « Cahard Echéant » n'osa reprendre l'information.

Cette fois, le journaliste-fille n'est pas mort. Même s'il avoue 63 ans, il s'appelle Steve Davis, il est photographe. Voici son « exploit » :

Armée d'une carabine, une Anglaise de 20 ans, évadée d'une prison de Londres (où elle était détenue pour vol à main armée) tient en respect les policiers venus l'arrêter dans une pension de famille, dans un faubourg de Londres. Elle blesse un des policiers. « Seuls les représentants de la presse étaient épargnés », note l'envoyé spécial permanent de « France-Soir », Alain Manevy qui s'illustre, il y a quatre ans, en rapportant de son service militaire un livre « L'Algérie, à vingt ans ». Et c'est, sans doute pour la récompenser qu'un photographe « plein d'imagination » (c'est « Paris-Match » qui le dit) lui propose de faire des gros plans. C'est une « ruse ». Après deux minutes d'approche, il réussit à attraper le canon de la carabine et lui arrache l'arme.

Steve Davis aura sûrement droit à une belle médaille (car là-bas aussi on les décore) et, s'il s'ennuie pendant sa retraite, il pourra toujours venir chez nous s'engager comme contractuel.

Jean CLAUDE.

A rebrousse-poil

par P.-V. BERTHIER

ATROCITÉ GRATUITE

QUAND j'ai vu cette photo dans France-Soir (numéro daté 2 juin 1965), j'ai sursauté d'émotion : quoi ! on fusillait actuellement dans l'armée française ?

En effet, il était possible de s'y tromper. L'œil distinguait sur le cliché, un corps étendu par terre, et des soldats qui lui tournaient le dos comme s'ils venaient de défilé devant le supplicié.

La légende expliquait heureusement un fait moins tragique : pendant une cérémonie commémorative, un jeune soldat s'était évanoui et, selon l'usage militaire, avait été laissé sur place, sans soins et sans secours, jusqu'à la fin des solennités, c'est-à-dire pendant trois quarts d'heure environ.

Usage militaire, nous l'avons dit, et international. Il y a quelques années, la presse publia des photos d'une revue passée par la reine d'Angleterre, où l'on pouvait voir un soldat qui, tombé en syncope, resta en plein soleil, les yeux au ciel, jusqu'au départ des troupes — et peut-être jusqu'à ce que mort s'ensuivit.

Oui, l'usage, le barbare usage militaire (excusez le pléonasme) veut qu'un soldat qui se « trouve mal » au cours d'une prise d'armes soit abandonné à son sort aussi longtemps que celle-ci n'est pas terminée. C'est enfreindre une consigne sacro-sainte

que de lui porter secours. King and Country ! Pour l'exemple !

Eh bien ! sur ce point-là comme sur beaucoup d'autres nous nous permettrons de tenir tête aux roquentins ricanants, aux sarcastiques culottes de peau, à ces chauvins idiots qui crient : « Vive l'armée ! » mais qui jouissent de voir crever les soldats.

Même si l'usage est immémorial, même si l'on remonte à Clovis ou à Scipion l'Africain, il ne nous impose pas. Après tout, M. Messmer lui-même ne se flatte-t-il pas, avec ses nouvelles lois de conscription, de bouleverser les vieux usages militaires ?

Nous proposons donc que soit édicté et mis en application sans délai un texte ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — L'usage de laisser sans soins un soldat frappé de malaise pendant une cérémonie tant que celle-ci se prolonge est aboli et déclaré illégal.

ART. 2. — Tout militaire se trouvant dans cette situation devra être relevé ou soutenu par ses camarades les plus proches, sur ordre immédiat des chefs responsables, et conduit au poste de secours.

ARTICLE 3. — Les contrevenants, quel que soit leur grade, qui s'opposent à l'application de l'article 2 seront passibles des peines réprimant le

délit de non-assistance à personne en danger, et traduits en conséquence devant les tribunaux.

N'est-ce pas la raison même ? On a déjà puni en justice des gens qui, ne sachant pas nager, avaient hésité à se jeter à l'eau pour secourir quelqu'un qui se noyait de son plein gré ; on a condamné des médecins parce qu'ils n'étaient pas arrivés assez vite au chevet d'un blessé ; et on laisse pendant trois quarts d'heure un soldat sans connaissance attendre qu'on le relève, uniquement parce qu'un pauvre « zozo » de capitaine est en train de saluer le drapeau, ou qu'un pauvre conard de député est occupé à débiter les aneries d'un discours !

Si c'avait été sur le champ de bataille, malgré les balles et les obus, la Croix-Rouge se serait précipitée ; et là où il n'y a pourtant aucun danger, personne ne bouge ! Si c'avait été un chien malade au lieu d'un soldat évanoui, la Société protectrice des animaux eût bondi pour lui venir en aide, et le docteur Méry eût fait une émission à la radio.

Il faut mettre fin à cet abus, à ce scandale, à cette atrocité gratuite, à ce défi à la conscience, à cette saloperie pour l'exemple. Bref, il faut rompre avec l'usage militaire et honorer purement et simplement l'usage civil.

A LA DELEGATION EXTERIEURE
DE LA F.I.L.L.
AUX BRANCHES SEURS DU
M.L.E.,
A TOUTES LES ORGANISATIONS
ANARCHISTES MONDIALES,
AUX ORGANISATIONS SYMPATHISANTES,
A LA PRESSE LIBERTAIRE INTERNATIONALE.

Chers camarades,

Nous vous adressons cette lettre afin d'attirer votre attention et solliciter votre aide pour la réalisation d'une campagne internationale destinée à appuyer, aussi bien par devoir moral que par intérêt tactique, l'objectif le plus immédiat des militants des Jeunesses Libertaires : LA LIBERATION DE TOUTS LES PRISONNIERS POLITIQUES D'ESPAGNE ET DE PORTUGAL.

La Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, consciente de l'actuelle situation politico-sociale vécue

à l'intérieur de la Péninsule et de l'engagement moral contracté envers nos camarades condamnés à des peines monstrueuses ainsi qu'à l'égard de tous les autres antifascistes enfermés dans les geôles des deux dictatures ibériques, a estimé qu'il était nécessaire et urgent de mettre sur pied une vaste campagne de propagande destinée à mobiliser l'opinion publique de nos pays et l'opinion internationale pour exiger la LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN ESPAGNE ET AU PORTUGAL.

Conscients du moment historique que traversent les deux dictatures ibériques, qui ont dû effectuer une série de réformes de façade pour contraindre le monde qu'elles se « libéralisent » et se démocratisent ; étant persuadés qu'une revendication de « liberté syndicale » et de « droit de grève » il est nécessaire d'ajouter une exigence plus concrète, plus juste et plus urgente, en réclamant la LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES, seule mesure capable de mettre effectivement à l'épreuve la mascarade de libéralisation et les « bonnes intentions » affichées par les deux régimes, nous attirons votre attention et votre collaboration, en votre qualité de libér-

taires et d'antifascistes, pour qu'avec votre appui, cette campagne, qui a déjà débuté à l'intérieur, ait une résonance internationale capable de sensibiliser l'opinion publique sur la situation dramatique des PRISONNIERS POLITIQUES EN ESPAGNE ET AU PORTUGAL, ceci pour mettre en évidence les manœuvres « de bonne conduite » des dictatures ibériques, pour les obliger à libérer tous les antifascistes arrêtés dans la péninsule ou pour arriver à mobiliser contre elles tous ceux qui, à travers le monde sont attachés à la cause de la liberté.

Nous ne doutons pas de votre intérêt, de votre désir de faire quelque chose de positif pour tous les antifascistes arrêtés en Espagne et au Portugal. C'est pourquoi nous vous adressons cet appel urgent pour que, en liaison avec notre délégation extérieure, et dans la mesure de nos possibilités, vous apportiez votre aide à cette campagne qui constitue, pour ceux d'entre nous qui sont en liberté, un impératif d'ordre éthique et un engagement irrévocable.

Espagne, 1^{er} juin 1965.
Pour la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires :
Le Comité Péninsulaire.

UNE NOUVELLE ALGÉRIE DES COLONELS ?

par Jean-Louis GÉRARD

A PRES celle de 1958, allons-nous connaître une autre Algérie des colonels ? Samedi 19 juin, Alger s'est réveillée sous les chars de l'Armée nationale populaire, aux ordres du colonel Houari Boumedienne. Les premières informations ont fait apparaître que le coup de force était uniquement dirigé contre Ben Bella, les ministres restant en place. Depuis lors, quelques modifications sont intervenues dans la répartition des portefeuilles, mais l'important n'est pas là.

L'important, c'est que l'Algérien ne fasse pas les frais, une fois de plus, des agissements d'une faction quelconque.

Le coup de force ayant réussi, on a vu aussitôt bon nombre d'organisations du Front de Libération nationale faire acte d'allégeance envers le nouveau pouvoir. C'est ainsi que *Le Peuple*, dans son dernier numéro paru le lundi 21 juin, a pu publier une demi-page de télégrammes et messages de soutien au Conseil national de la Révolution. *El Moudjahid* a fait de même les jours suivants (son premier numéro ayant paru le mardi 22). En revanche, la presse algérienne n'a pas fait état des communiqués benbellistes émanant de l'Union nationale des Etudiants algériens et de l'Amicale des Algériens en France et en Europe et publiés par la presse française. Mais le F.L.N. représente-t-il TOUS les Algériens de l'intérieur ? Et l'Amicale représente-t-elle TOUS les Algériens de l'extérieur ? Il est permis d'en douter. D'une part, l'U.N.E.A. et l'Amicale ont été jusqu'à présent considérées comme des satellites du F.L.N. D'autre part, quelle organisation, si forte soit-elle, peut se vanter de représenter un peuple ? Bref, comment vont évoluer l'opportunisme des uns envers le pouvoir quel qu'il soit et l'inconditionnalité des autres envers un homme (en l'occurrence Ben Bella) ? C'est ce que l'avenir nous dira.

En attendant, l'Algérien, avec Ben Bella ou avec

Boumedienne, se demande toujours de quoi demain sera fait. Les hommes changent, les problèmes demeurent.

UN HOMME OU LA REVOLUTION ?

Laissons à la presse conformiste (bourgeoise ou progressiste) l'exclusivité des élucubrations gratuites et malsaines. Attachons-nous plutôt aux données telles qu'elles ressortent des éditoriaux inspirés par le Conseil de la Révolution.

« Samedi, l'histoire algérienne a baissé le rideau sur la comédie et fermé le théâtre où jouait le comédien. Plus de jeu, plus de théâtre, voilà la signification de l'événement d'avant-hier. » (*Le Peuple* du 21 juin.)

« Un homme a été écarté du pouvoir, a été retiré de la scène politique algérienne sur laquelle il avait régné trois ans en maître absolu. Au-dessus des hommes, sont les principes révolutionnaires qui, eux, demeurent et ont été solennellement réaffirmés dans la proclamation du Conseil de la Révolution. Le développement économique dans le cadre de l'autogestion, le renforcement de la démocratie par l'expansion communale dans tous les domaines, l'affermissement du pouvoir des producteurs auxquels revient la première place dans notre pays, ces grands principes, inscrits dans la Charte d'Alger, doivent rester et restent les tâches essentielles que les militants du Parti ont à accomplir pour l'édification du socialisme. Et le socialisme demeure, car il est l'option du peuple par lequel et pour lequel tout se fait. » (*El Moudjahid* du 22 juin.)

« Répondant totalement au vœu du peuple tout entier et guidés uniquement par l'intérêt supérieur de la nation et par leur attachement sans réserve aux principes de la légalité révolutionnaire, des

hommes ont pris la grave résolution de mettre fin au règne du bon plaisir et du pouvoir personnel. Nul ne peut en effet prétendre à lui seul incarner la nation tout entière. Nul ne peut prétendre accaparer à lui seul tous les pouvoirs et disposer à sa guise des destinées de la nation. Et nul ne peut nier qu'un seul homme prétendait à la fois être chef de l'Etat, président du Conseil, secrétaire général du Bureau politique, ministre de l'Intérieur, ministre des Finances, ministre de l'Information, ministre du Plan. Et, comme le déclare à juste titre la proclamation du Conseil de la Révolution, nul ne peut incarner seul, à la fois l'Algérie, la Révolution et le socialisme. » (*El Moudjahid* du 23 juin.)

C'est à partir de là qu'il faut réfléchir et se demander objectivement si l'Algérien a quelque chose à perdre dans cette affaire.

ET APRES ?

Dès le premier jour, on a voulu savoir qui composait le Conseil de la Révolution. Le 25 juin, *El Moudjahid* a répondu dans son éditorial :

« Qui sont-ils, ces promoteurs d'un renouveau tant attendu ? Des êtres anonymes, militants de tous jours, vainqueurs du colonialisme, les exécuteurs testamentaires de tous nos chahadas. Des hommes à qui la destinée semble imposer l'impérieux devoir de veiller au respect des principes révolutionnaires, des militants comme tant d'autres, soucieux de l'avenir, de traduire dans les faits les aspirations d'un peuple, définies patiemment pendant les durs moments de la guerre d'indépendance. »

Une solution ne serait-elle pas de dépasser le nationalisme ? Mais à quand la grande fédération maghrébine ? L'existence du très monarchique (je ne dis pas « monarchiste ») Maroc de Hassan II et de la néo-destourienne Tunisie de Bourguiba de chaque côté d'une Algérie mal assurée nous incite au pessimisme.

Clins d'œil

AU NOM DEFFERRE... DU FILS ET DU SAINT-ESPRIT

Le M.R.P. demande au parti socialiste de clarifier ses positions.

Que les très pénitents membres du M.R.P. ne se contentent-ils d'ajouter ce nouveau mystère à celui de la Sainte Trinité et de la virginité de la Vierge.

RASSUREZ-VOUS

Toujours sur ce sujet, les très timides bien-pensants du M.R.P. (leurs députés en tête) s'inquiètent d'une option à gauche de leur parti.

A gauche ? Où ça ?

QUESTION INCONGRUE

On peut lire dans « *Le Monde* » du 11 juin : « Le parti de MM. Guy Mollet et Gaston Defferre et celui de MM. Jean Lecanuet et Pierre Pflimlin doivent dire ce qu'ils veulent et comment ils le veulent. »

Attendons sans crainte la nette réponse que ne peuvent manquer de leur rendre l'homme des tomates pourries d'Alger et celui du dégonflage de mai 1958.

LES PATRONS AVEC NOUS

La C.F.D.T. et la C.G.T. s'inquiètent des activités de groupes « trotskystes » coupables de désordres importants, qui l'auraient été davantage sans l'intervention des syndicalistes classiques.

Le syndicalisme gouvernemental même à tout, à la condition d'y rester.

COMPETENCES

Des jeunes gens de 16 à 24 ans vont être confiés aux soins éclairés des C.R.S. chargés de l'organisation de leurs loisirs.

« Ah, vous en voulez des distractions, mes gaillards. En rang par quatre pour la corvée de plaisirs. »

Propos subversifs

OPPOSITION NATIONALE ET CULTE DE LA PATRIE

DECIDEMENT, les futures élections présidentielles, si élections il y a, seront riches en candidats d'oppositions de tous poils. En effet, sans compter les opposants aux différentes oppositions, nous dénombrons déjà une « opposition de gauche », une opposition « démocrate-socialiste », et, bien sûr, l'« opposition nationale » de Tixier-Vignancour. Vous pensez bien que l'extrême-droite n'aurait pas raté l'occasion de « compter ses troupes ». Le « brain-trust » du Tixier s'est donc mis au boulot : organisation de conférences, collages d'affiches, harbouillages de murs, distributions de tracts etc... Mais il ne suffit pas de développer des thèmes de propagande propres à chatouiller agréablement le « petit poujadiste » qui sommeille au cœur de chaque électeur moyen (réduction des impôts, refus de l'aide aux pays sous-développés, « plus un sou pour Ben Bella » etc.), encore faut-il donner à tout cela un semblant de contenu idéologique. Et dans pareil cas, chacun sait que le mieux, et le plus efficace, est de faire appel au nationalisme. C'est un moyen qui a fait ses preuves et qui n'a rien perdu, hélas, de sa virulence.

Epidemment, si de Gaulle n'était

pas lui-même un nationaliste de la pire espèce (de toute façon, les nationalistes sont toujours de la pire espèce !), le Tixier aurait la vie belle ! Mais l'actuel chef de l'Etat peut difficilement passer pour un partisan de l'Internationalisme ! Et voilà le Tixier réduit à lancer des mitesses « campagnes pour l'amnistie », à débâcler sur le transfert des cendres de feu cette vieille ordure de Pétain, et à appeler à la rescousse le ban et l'arrière-ban de la presse plus ou moins fascisante, voire farouchement royaliste ! C'est ainsi qu'un petit rigolo qui sévit à « Europe Action », Dominique Venner, a écrit récemment : « ... il faut plus d'audace pour célébrer le culte de la Patrie que pour prêcher la confusion universelle... »

Je ne sais pas s'il faut de l'audace pour prêcher la « confusion universelle », mais il faut être sacrement gonflé pour oser écrire qu'il en faut pour célébrer le culte de la Patrie ! Bien sûr, les Français ont une solide réputation « d'antimilitaristes », mais elle me paraît toutement usurpée ! Il ne faudrait tout de même pas confondre les réactions particulièrement saines de trop rares individus avec celles de l'ensemble des braves corniauds dont la trogne s'illumine

aux souvenirs du « bon vieux temps du service militaire » et qui jouissent comme des vieux poux en se remémorant les « mufées mémorables » et les « héroïques incursions dans des bordels crasseux ».

Les Français antimilitaristes, allons donc ! Sous un bien fragile vernis palpite et s'exerce le nationalisme le plus étroit, le plus borné et le plus stupide. Dans un pays où les monuments aux morts dressent leur médiocrité putassière jusque dans le plus petit village, où l'on s'ingénie à baptiser les rues et les avenues des noms de n'importe quelles vermines, pourvu qu'elles soient abondamment décorées et galanées, il est indécent d'écarter qu'il faut de l'audace pour célébrer le culte de la patrie. C'est non seulement indécent, mais complètement crétin.

Pour se vautrer dans la médiocrité, pour accepter que, dès leur plus jeune âge les enfants soient élevés dans le culte de la charogne, pour supporter que des individus soient livrés, sans défense, à des canailles hystériques, il n'est nul besoin d'audace. La lâcheté et la connerie suffisent.

Le Père Peinard.

LA LOI MILITAIRE

IL existait jadis un petit jeu dont la règle consistait à ce que l'un des participants proférât une insanité que le suivant devait réfuter par l'énoncé d'une absurdité plus grande encore.

Sans doute les rapporteurs et les interpellateurs qui se sont succédés à la tribune de la Chambre sur le débat de la loi militaire devaient-ils être passés maîtres dans ce genre de divertissement.

En vérité, à vouloir refuser de voir le problème en face, à vouloir refuser de considérer l'armée pour ce qu'elle est : une honte, un anachronisme et une dérision, les uns comme les autres se sont couverts de ridicule.

Ridicule aggravé par l'hypocrisie de tous ces pipeurs de dés, dont aucun ne veut abaisser son jeu.

Ridicule du gouvernement qui dit ne pas vouloir d'une armée de métier (alors que de Gaulle l'a préconisée en toutes lettres, et ce que veut de Gaulle, Pompidou ne le veut-il pas ?) Ridicule du gouvernement de camoufler ses brèmes alors que chacun sait que son but final est de rogner sur le budget de l'armée, comme sur tous les autres, hélas ! pour s'offrir la vaniteuse inutilité d'une bombe atomique et d'une faiblesse de frappe.

Ridicule de l'opposition qui s'émue d'une armée de métier qui pourrait être dirigée contre le peuple, comme si le rôle de toute armée — de métier ou non — n'était pas une menace entre les mains des gouvernants contre les travailleurs, comme si l'armée puisée dans les rangs du prolétariat n'était pas le plus beau tour de passe-passe qui se puisse imaginer, puisqu'il dresse le peuple face à lui-

même après l'avoir châtré de tout esprit de révolte et de justice.

Un autre péril est à dénoncer dans tout ce verbiage futile et sénile, dans cette querelle oiseuse entre conservateurs et socialistes repentis, aussi vidés de substance les uns que les autres. C'est cet appel à l'égalité des devoirs devant la loi.

Et là-dessus ces messieurs se sont mis d'accord, passant sous silence le récent statut sur l'objection de conscience, qui autorise (à quel prix !) certains hommes à se soustraire à l'égalité de l'absurdité et du crime.

En civilisant plus ou moins le service militaire, en admettant une certaine catégorie d'appelés à certains emplois utilitaires, ces messieurs ne prétendent-ils pas nous acheminer tout doucement vers l'abandon d'une

loi, bien insuffisante sans doute, mais qui permet à un homme de refuser en bloc l'armée et son cortège ?

Quand par hasard le code n'est pas l'ennemi du citoyen, c'est que le citoyen l'a imposé, et quand par extraordinaire l'application de la justice ne se fait pas contre l'individu c'est que l'individu s'est montré assez vigilant pour empêcher les tribunaux d'interpréter et en fin de compte d'annihiler ces conquêtes que les luttes du peuple avaient obtenues.

Il nous appartient de défendre les maigres correctifs que la loi apporte à ses immenses coercitions et, en l'occurrence, de ne pas permettre que le statut des objecteurs, pour lequel Leconte a risqué sa vie, devienne une dérision.

Maurice LAISANT.

L'ANARCHISME ESPAGNOL

par Gui SÉCUR

« Les aubes fauves
de l'insoumission. »
Jean CHATARD.

XII - FERRER ET L'INSURRECTION BARCELONAISE

LA semaine tragique de Barcelone, comme l'ont postérieurement baptisée les historiens, s'achève donc par une répression sans pitié, dont l'arrestation de Francisco Ferrer Guardia n'est que l'un des moments les plus spectaculaires. Nous consacrerons ce chapitre XII à narrer ces événements, et à observer l'attitude de Ferrer durant ces journées décisives.

Ferrer a-t-il participé au soulèvement catalan ? Voyons d'une façon plus détaillée le film des événements :

Nous sommes en 1909. Le 10 juin, Alphonse XIII signe un décret, autorisant le ministre de la Guerre à rappeler les réservistes pour les diriger sur le Maroc. Le port d'embarquement est Barcelone. Dès le 11 juin, 1900 hommes des troupes régulières partent pour l'Afrique ; du 11 au 17, plus de 6 000. Les réservistes, qui ne doivent pas embarquer avant le 18, sont parqués dans les casernes de la ville. La chaleur est accablante, un slogan court la capitale : « Plutôt l'insurrection que la guerre ! » Les réservistes n'ont vraiment aucune envie d'aller se faire massacrer pour quelques mines de plomb.

Les premiers contingents défilent sur les « ramblas » pour descendre vers le port. « Solidaridad Obrera », organisation qui ignore complètement Ferrer, et donc ne prend aucune directive auprès de lui, convoque ses militants en vue d'un grand meeting. Mais le gouverneur civil de Barcelone, señor Ossorio y Gallardo, décide d'interdire la manifestation et donne l'ordre aux postiers de ne pas remettre les convocations. Madrid ordonne, brutalement, de « ne rien tolérer ». Le gouverneur civil donne tous pouvoirs au Capitaine Général Ruiz de Santiago qui décrète l'état de siège. Nous sommes le 19 juin, au matin. Les réservistes sont sous clef. Des bataillons d'active soutiennent les forces de l'ordre, composées de 900 agents de police, assistés de 1 000 gendarmes. Le mardi 20, « Solidaridad Obrera », appuyée par la U.G.T. (« Unión General de Trabajadores », socialistes de Pablo Iglesias) annonce par voie d'affiches la grève générale. Ce même mardi 20 a lieu un important meeting socialiste, alors que des émeutes se produisent dans les gares et sur le port où les réservistes s'embarquent entre des gendarmes. La Clerva, ministre de l'Intérieur, télégraphie l'ordre de faire saisir tous les journaux et d'interdire tout meeting. Le jeudi 23 doit avoir lieu le meeting de « Solidaridad Obrera » (convocations portées à do-

micile), les ouvriers convoqués se présentent à l'heure dite, des chocs violents ont lieu avec les forces de police, la troupe ouvre le feu. La grève générale est déclenchée. Des réservistes s'échappent des casernes, les sentinelles sont attaquées, sur le port, lors de l'embarquement des troupes, des réservistes se jettent dans le bassin. L'atmosphère de cette fin de semaine évoque déjà l'émeute, presque la révolution.

Ferrer, pendant cette période, ne viendra qu'une seule fois à Barcelone. L'accusation ne pourra prouver le contraire, pourtant un vaste monument de mensonges tendra à démontrer que l'éducateur libertaire dirigea l'insurrection, depuis son « P.C. » de Mongat. Les leaders authentiques de la révolte ont déclaré ne pas le connaître. Mario Antonio, directeur de « La Internacional », organe du « Partido Socialista Obrero », affirmera : « Je n'ai jamais conversé avec Ferrer, je ne l'ai même jamais vu ».

Le 23, Ferrer écrit à Moreno, secrétaire général de « Solidaridad Obrera », en lui demandant de venir le voir « pour questions professionnelles ». Moreno s'excuse, il est trop pris, les événements évoluent de façon rapide. Sol Ferrer, la fille du directeur de l'Ecole Moderne, écrira plus tard : « Mon père continue, dans le calme du mas banlieusard à suivre l'évolution des faits, avec un mélange de scepticisme, de curiosité et d'intérêt ».

Le lundi 26 juillet, est une date qui sera souvent mise en avant par l'accusation, lors du procès. Ce jour-là, Ferrer, qui a quitté Mongat de bon matin, arrive à la gare de Francia. Moreno est là, très excité, il lui tend un article du « Progreso » de Lerroux, que s'arrache tout Barcelone. Le papier signé « Remember », d'une violence inaccoutumée, rappelle l'anniversaire de la journée de 1835 où la foule a mis à sac et brûlé onze couvents. Ferrer se méfie de Lerroux, qu'il soupçonne de vouloir compromettre les anarchistes. Il quitte Moreno en l'exhortant à la prudence, puis il se rend à la librairie où il retrouve son secrétaire particulier, Cristobal Litran, qui lui fait le récit de l'agitation qui règne dans les faubourgs. Il déjeune place de Catalogne, à la « Casa Dorada », se promène sur les Paralelos grouillants de manifestants. Au cours de cette promenade, il rencontre de nombreux amis, des connaissances et des inconnus, auxquels il tient peut-être des propos imprudents. Domenech, ce garçon coiffeur, dont le té-

moignage pèsera si lourd, va le suivre pas à pas. Cette fin d'après-midi résonne d'échos tragiques : on aurait fusillé des réservistes, les employés du chemin de fer et des tramways seraient mobilisés, les églises brûlent dans la vieille ville. En compagnie de Domenech, Ferrer dîne sur les « ramblas » à l'hôtel Internacional, où ils prennent le café avec Lorenzo Ardid. Puis, Ferrer rencontre de nouveau Moreno qui lui demande de signer le projet de « lettre au gouvernement ». Il signe. Ferrer se rend ensuite au « Progreso », mais n'y trouve pas Iglesias. On le retrouve une heure plus tard dans les rues sombres où il se heurte à des groupes de manifestants contre lesquels maintenant, les régiments d'infanterie tirent à balles. Ferrer se déclarera incapable de reconstituer, dans ses détails, « le kaléidoscope de cette soirée ». Vers 23 heures, toujours accompagné de Domenech, il décide de reprendre la route de Mongat où il arrivera à l'aube. Il écrit à Malato : « Je constate l'héroïsme des femmes, mais aussi le défaut d'organisation du peuple et l'éclipse totale des chefs ».

Puis ce sont les deux fameuses « journées rouges ». Dès le 26, la province se déchaine, des chocs se produisent entre les révoltés et les forces de répression à Tarrasa, à Sabadell, à Badalona. Partout des soldats passent à l'insurrection. Des barricades sont élevées dans la banlieue, à Gracia, Sans, San Martin. Le gouverneur réclame à Madrid, par pigeon voyageur, « de puissants renforts ». Le 27 au matin, la situation est stationnaire, un couvent de Maristes brûle sur Pueblo Nuevo. A 14 heures, Barcelone entière est en révolution. Des centaines de barricades surgissent sur les Paralelos et les Ramblas. L'église et le couvent des Jerónimos sont en feu, ainsi que l'église et l'école des Escolapios. Maura fait proclamer « la suppression des garanties constitutionnelles dans les provinces de Barcelone, Tarragone et Gérone ». Cinquante nouveaux couvents sont incendiés. Barcelone brûle. Les transports de troupes sont coulés.

Pendant ce temps, à Mongat, Ferrer s'est remis au travail, il veut oublier les violences présentes en pensant au règne futur de la Raison. Il écrit le 28 : « Travailler dès à présent à l'abolition de la peine de mort ou à la grève générale sans savoir comment nous élèverons nos enfants, c'est commencer par la fin et perdre du temps. » Pourtant les choses se gâtent pour lui à Barcelone, où le bruit court qu'il est le responsable

des émeutes. Ferrer pressent que le mouvement, faute de chefs, va avorter. Déjà l'Hôtel de Ville et la Capitainerie Générale sont repris. La Catalogne est isolée. Le jeudi, les rebelles perdent pied, et sont obligés de se cacher. Dès le vendredi, les troupes procèdent à des milliers d'arrestations. Ferrer n'a toujours conscience de rien, « sauf de sa neutralité ». Pourtant, cerné de toutes parts par les accusations qui se font plus précises, il décide de quitter Mongat. Le vendredi 30, au matin, il a disparu. A 15 heures, les soldats se présentent pour l'arrêter.

Alors commence à prendre corps la monstrueuse conspiration contre Ferrer. Le public s'arrache le grand journal catholique « El Universo », chaque jour un article tendancieux laisse entendre que Francisco Ferrer est coupable des crimes les plus abominables. Enfin, le 17 août, divers journaux monarchistes et catholiques publient un communiqué du juge d'instruction : « Si Ferrer Guardia, absent ou non, ne se décide pas à se présenter devant la justice qui le recherche, il sera déclaré rebelle ».

Dans le même temps, le 20 août, la police se présente à Mongat où elle arrête toute la famille de Ferrer qui sera assignée à résidence dans la localité de Alcaniz, en compagnie des autres « complices » : Anselmo Lorenzo, Batlori, Cristobal Litran, Villafraña, Robles et Meseguer. Ferrer est traqué par la police qui a retrouvé sa trace, il se réfugie chez divers amis sûrs. Le 30, « El Diario » publie un article où Ferrer est désigné comme « le meneur et le chef du mouvement révolutionnaire ». L'édifice est achevé. Le 10 septembre, à Alella, sa ville natale où il est revenu, vers 5 heures du matin, Ferrer est interpellé et reconnu par un « somaten » (garde civique catalane) et un « sereno » (veilleur de nuit). Menottes aux mains, sous les quolibets de la foule, il est conduit à Barcelone où le nouveau Gouverneur civil, Crespo Azorin, l'accueille par ces mots : « Même si vous étiez innocent, la seule lecture des livres que publiait votre « Ecole moderne » vous désigne comme l'origine du mouvement. Donc, vous êtes coupable. » Le reste est bien connu ; l'instruction, vaste monument de mensonges, de faux, de témoignages fabriqués, de témoins payés, n'eut d'autre but que d'établir la culpabilité d'un innocent.

Ferrer n'a pas participé à l'insurrection barcelonaise, dont il réprouvait la violence.

TOUCHEZ PAS AUX « ZIDOLES » !

CA recommence. Les protestataires du stylo remettent ça. Ceux qui se prennent pour la conscience universelle ont rejoint les 44 peintres et sculpteurs dont j'ai parlé le mois dernier.

Pourtant je veux croire que Picasso n'est ni Hitler, ni Mussolini, ni Staline. De leur vivant, ils étaient « intouchables », en serait-il de même aujourd'hui avec lui ? Je ne veux pas le croire. On a encore le droit d'y toucher. Même si c'est un vieillard et surtout si c'est un génie. Les vieillards et les génies ne sont pas tabous. Ou alors il faut le dire et nous saurons ce qui nous reste à faire. Pour ma part, je n'ai aucune envie de subsister dans une société de vieillards. Et je ne veux pas passer le temps à me prosterner devant des « zidoles ». Pas plus devant les autres que devant Picasso.

J'en ai assez de toutes ces salades. J'en ai assez des sornettes et des courbettes des « zintellectuels » conformistes et progressistes : « Faut pas toucher aux « zidoles »... On ne s'attaque pas à un vieillard... Il faut respecter le génie... » Françoise Gilot aurait dû se taire... N'est-ce pas ? Eux seuls auraient le droit de parler. Ce serait trop facile.

La presse conformiste et progressiste a généreusement diffusé le communiqué de ces bons cama-

rades et adulateurs du maître. Je ne suis pas surpris d'y relever les noms de Cassou (Jean) et d'Aragon (Louis) mêlés à celui du haut fonctionnaire Picon (Gaétan) des « Zarzélettres ». Mais j'avoue ma gêne d'apprendre qu'une centaine de « personnalités » se sont embarquées sur cette galère. Drôles de « personnalités ».

Je ne doute pas de leur amitié pour Picasso. D'ailleurs, on la mesurera à la gerbe d'hommages qu'ils lui rendront à son enterrement (numéro spécial des « Lettres Françaises », si elles existent encore, etc.). Mais je m'insurge contre leur prétention à s'ériger en censeurs.

Prenez-les un par un : ils sont tous partisans de la liberté d'expression. Mais pour EUX, pas pour les AUTRES. Car c'est au nom de la liberté d'expression qu'ils protestent contre le livre de Françoise Gilot, « Vivre avec Picasso » (elle a vécu dix ans avec lui et lui a donné deux enfants). Alors je propose un contre-manifeste qui pourrait s'intituler :

A BAS LE CULTE DE LA PERSONNALITE !

Je ne suis pas payé par Françoise Gilot ni par son éditeur (Calmann-Lévy). Je ne les connais même pas, ni l'une ni l'autre. Je suis d'autant plus

à l'aise pour prendre position ici devant l'aberrante protestation émise par 44 peintres et sculpteurs et une centaine de « personnalités des lettres et du spectacle ». Ce beau monde proteste contre le livre de Françoise Gilot consacré à Picasso.

Je dis que cette protestation n'est pas motivée. Picasso n'est pas tabou. On n'a pas le droit, même et surtout au nom de l'amitié, de l'isoler, de l'enfermer dans une tour d'ivoire, de le cacher derrière un rideau de fer ou un nouveau mur de la honte. C'est pourtant ce à quoi tendent les protestataires. Au nom de la liberté d'expression.

Je ne suis pas d'accord. Je n'accepte pas que des esprits « distingués » et à fortiori des faiseurs de livres empêchent quiconque d'écrire. L'écriture n'est pas un domaine réservé. Si Françoise Gilot veut écrire, qu'elle écrive. Et si elle veut écrire sur Picasso (puisque c'est, en quelque sorte, sa « spécialité ») qu'elle écrive sur Picasso. Les éditeurs la publieront ou pas. Un éditeur l'a publiée. Les critiques diront ce qu'ils en pensent. Les critiques ont parlé. La cause est entendue. Pourquoi y revenir ?

VIVE LA LIBERTE D'EXPRESSION !

Et je signe des deux mains :

JEAN-LOUIS GERARD !

**Ne partez pas en vacances
sans vous abonner au « MONDE LIBERTAIRE »**

NOTES SUR

"LA GRANDE DIVISION DES TRAVAILLEURS"

de Maurice LABI

I - LES PRÉMISSSES

Comment ! Il y a sept ans que nous supportons cette C.G.T. de traitres et de prostituées et vous nous demandez aujourd'hui de la patience !

André COLOMER.

POUR oublier pendant quelques heures l'internationalisme gaulliste de M. Frachon, le paritarisme bien-pensant de M. Bergeron, les ambitions technocratiques de M. Descamps, pour ne pas se laisser gagner par le pessimisme en songeant aux bourgeois où s'est enlisé le syndicalisme réformiste ainsi qu'à la naïveté, sinon l'inconscience, des syndicalistes révolutionnaires qui ne trouvent rien à nous proposer d'autre que la mystique du retour aux sources, il est bon de reprendre contact avec les moments cruciaux du mouvement ouvrier (1). Sait-on jamais ? si cela aidait à être plus lucide ?

JUILLET-AOÛT 1914

Les gouvernements n'attendent qu'un prétexte pour déclencher la guerre. Tous la veulent, elle aura donc lieu. La C.G.T. ne la veut pas, elle le dit, elle l'écrit, elle le clame. Jouhaux titre un éditorial de *La Bataille syndicaliste* : « La grève générale, arme suprême de la classe ouvrière ». Des centaines de milliers de travailleurs parisiens manifestent. Rien n'est perdu.

On assassine Jaurès. Gustave Hervé, le comique sanglant, réplique dans son journal : « Ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France ! » Tu parles ! Tout est perdu.

Sur la tombe de Jaurès, Jouhaux déclare : « Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir, dont je suis, je prie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime... » Tu causes, tu causes, et c'est tout ce que tu sais faire, disait Laverdure. Jouhaux partira... vers Bordeaux, avec Griffuelhes, tous deux comme « commissaires à la Nation », dans les fourgons de l'Etat qui fuit les armées du Kaiser. Tout est perdu, même l'honneur.

Il s'agit bien d'honneur ! Pendant quelques semaines, des hommes ont eu entre les mains le pouvoir de changer l'histoire. Pour le moins d'essayer. Ils n'ont pas su oser. Soit. C'est un accident classique quand on accepte de déléguer un pouvoir. Cela devient une conséquence inéluctable quand on délègue ce pouvoir à un médiocre. Le pire arrive lorsque le médiocre se prend au sérieux et consent à s'installer dans sa médiocrité. Alors il atteint d'assez hauts degrés dans l'ignoble. C'est ce qu'il advint de Jouhaux et de quelques autres (2).

Lorsque des hommes perdent un combat parce qu'ils n'ont pas eu le courage d'aller jusqu'au bout, parce qu'ils ont craint pour leur peau, il est nécessaire de les comprendre, de ne pas les enfoncer un peu plus. Il y a des défaites décentes. Celle de Jouhaux ne le fut pas. Qu'il ait reculé devant la grève générale insurrectionnelle au moment de la déclaration de guerre... il faudrait avoir vécu ces moments-là pour pouvoir le lui reprocher. Mais

ce qui est inexcusable, inexpiable, c'est qu'il se soit mis aussitôt à hurler avec les loups.

Labi ne porte pas de jugement, ou si peu. Il se contente de raconter les faits et ce simple récit vaut tous les réquisitoires.

L'IMPUISSEANCE CONGÉNITALE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Mettre sur le compte de la trahison le comportement des leaders syndicalistes ralliés à l'Union Sacrée, cela paraît bien schématique. C'est implicitement donner trop d'importance à la notion de responsabilité individuelle dans les phénomènes collectifs ; c'est aussi une manière de se mentir à soi-même, de refuser d'analyser les faits et de continuer à se bercer d'illusions.

Une des causes essentielles de ce comportement est contenue dans les conceptions politiques et sociale de l'aile droite marxiste. Sous prétexte que l'exploité vit en conflit permanent avec ses intérêts propres, puisque pour subsister il est obligé de vendre à bas prix sa force de travail et ainsi d'accroître à ses dépens la puissance de ses exploités, ces révolutionnaires ont accepté de faire le jeu des institutions en place. La dialectique matérialiste, paraît-il, distille de tels enseignements. S'ils ont tendu un piège, ils en furent, ils en sont toujours, les premières victimes.

Cette conception du monde contient une part de naïveté qui serait sympathique si elle n'était vénéneuse. Il paraît que Jouhaux croyait que sa participation à l'Union Sacrée, que la participation de la classe ouvrière à la « victoire », amènerait une nouvelle nuit du 4 août. Ou il se cherchait des excuses, ou ceux qui l'avaient élu secrétaire général avaient appliqué la méthode de Clemenceau. Un militant ouvrier conséquent aurait pu avoir des idées légèrement plus claires sur les raisons qui peuvent conduire à une nuit du 4 août.

Une autre cause aussi importante de cette reddition sans condition c'est l'impuissance congénitale de la social-démocratie à s'extraire du grégarisme, du patriotisme jacobin. Ce n'est pas parce que Gustave Hervé a tourné casaque après avoir spectaculairement planté le drapeau dans le fumier, que le patriotisme s'en trouve réhabilité. Dans ce domaine — non Labi ! — il n'y avait pas de « débordements du syndicalisme révolutionnaire ». Nos camarades anarcho-syndicalistes avaient raison de lutter avec acharnement contre le patriotisme. Ils ont eu tort soit de n'être pas assez forts, soit peut-être de ne pas s'inquiéter assez de l'efficacité de leur propagande, soit certainement de se faire des illusions sur les possibilités que la classe ouvrière avait de prendre conscience de ce mal implacable mais moins tangible que la diminution du pouvoir d'achat.

LA CHARTE D'AMIENS, UN FIASCO

Ils n'ont peut-être pas eu tort d'accepter la Charte d'Amiens. Ont certainement tort aujourd'hui ceux qui nous la présentent comme une panacée alors qu'elle ressemble plutôt à une motion de congrès radical. La « vieille C.G.T. », dont on nous parle

avec nostalgie, n'était pas une amicale d'enfants de Marie communiant pieusement dans l'unité.

« Indépendamment des aspirations communes qu'elles exprimaient par des démarches et en des termes différents, des affinités profondes réunissaient entre elles ces tendances. Ainsi, sur le plan syndical, réformistes et marxistes se trouvaient souvent d'accord contre les anarchistes pour réduire la portée de l'action ouvrière et les mêmes alliances se retrouvaient sur la participation politique aux institutions bourgeoises. Mais sur le plan de l'organisation, l'opposition des anarchistes au centralisme marxiste rejoignait le sentiment démocratique des réformistes. Sur un troisième point, le domaine révolutionnaire, socialistes et libertaires se trouvaient unis contre les corporatistes. Que l'une ou l'autre de ces données fondamentales apparaisse plus clairement à la faveur des événements et les alliances changeaient de sens et de nature. » (3)

Que dans ces conditions les anarcho-syndicalistes aient participé à l'élaboration de ce compromis, de cette chimère, en aient même été les promoteurs, cela se conçoit : ils pensaient pouvoir l'utiliser pour amener les travailleurs à partager leurs vues. Il n'empêche que la Charte d'Amiens est une chimère. Soyons sérieux, quand on a conscience de militer dans une organisation de lutte de classe, on ne laisse pas sa conception du monde au vestiaire. A moins d'être simplet ou syndicaliste-biftéquard.

Il faudrait peut-être commencer à se rendre compte que si la Charte d'Amiens fut une victoire tactique pour les anarcho-syndicalistes, elle les a conduits à un échec stratégique. Pour ceux qui y ont cru sur le moment, ce fut seulement une victoire à la Pyrrhus, une de ces victoires dont on crève. Et si la scission de la C.G.T. remonte à 1914, la cause de cette scission, la guerre, c'est-à-dire la défaite des anarchistes, vient peut-être de ce qu'ils se croyaient, après 1906, plus puissants qu'ils n'étaient. Mais, entre nous, pour qui n'est pas un fanatique de l'unité, la vraie raison de la scission ne serait-ce pas l'impossible cohabitation de trois courants de pensée antagonistes, unis seulement par un ennemi commun ?

Marc PREVOTEL.

(1) « La grande division des travailleurs », par Maurice Labi, Ed. Ouvrière, 332 pages, 27,75 F. En vente à notre librairie, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

(2) Certains vont s'indigner qu'on s'attaque à un mort en ces termes. Si ceux-là voulaient bien faire un effort pour juger sainement ils se rendraient compte que la mort d'un homme n'efface pas les conneries qu'il a pu commettre, surtout lorsqu'elles appartiennent à l'histoire. Ni la dépouille, ni la mémoire de Jouhaux ne m'intéressent : je ne pratique pas le spiritisme. Et il est vraiment trop facile à ses adorateurs de se planquer dans les plis de son suaire pour ne pas voir la vérité, cette vérité dégueulasse que fut l'Union Sacrée. D'autre part, je ne suis pas moraliste, et les leçons de morale bourgeoise je les fous au panier... avec encore plus de dédain si elles viennent de personnes qui se disent syndicalistes.

(3) Op. cit. page 11.

Dans le prochain numéro :

II. — LE PRÉTEXTE

TROIS ASPECTS DE L'ACTIVITÉ SYNDICALE

Les syndicats en Algérie

Entre les deux guerres, il existait en Afrique du Nord un mouvement syndical faible mais imprégné de l'esprit révolutionnaire. Nombreux étaient les militants qui avaient fait leur classe en France et qui restaient fidèles à des principes qui avaient été ceux de la vieille C.G.T., la première, la grande. Mais le syndicalisme libre porte ombrage à tous les gouvernements, et en Algérie, aussitôt au pouvoir, Ben Bella disloqua l'organisation des travailleurs. Ses hommes pénétrèrent dans un congrès de l'U.G.T.A., en chassèrent les syndicalistes libres, installèrent aux postes clés des valets à la solde du parti. Aujourd'hui, Ben Bella paie lourdement son erreur. Servile et sans ressort, l'organisation ouvrière a perdu la confiance des masses, elle n'est plus qu'une organisation aux ordres. Impuissante à revendiquer elle a été également dans l'impossibilité de réagir lorsque, à son tour, Ben Bella fut chassé par les militaires.

C'est là une grande leçon à méditer. En cassant l'organisation syndicale, Ben Bella a jugulé la revendication mais il a aussi détruit la seule force qui aurait pu s'opposer au coup de force de Boumedienne habitué à aller aux ordres sous l'ancien régime, les fonctionnaires syndicaux installés par feu le F.L.N. continueront à aller prendre leur consigne auprès des nouveaux maîtres. Cette leçon, Bourguiba ferait bien de la méditer s'il ne veut pas que la Tunisie connaisse des jours difficiles.

Les comités d'entreprise

Le gouvernement vient de faire voter une loi sur les comités d'entreprise. Il est bien connu que les comités

d'entreprise n'ont jamais fonctionné réellement et qu'ils se sont rapidement transformés en comités de gestion des fonds sociaux mis à leur disposition par l'entreprise. Leurs moyens étaient faibles mais nous devons convenir que les militants syndicaux n'ont pas fait grand-chose pour leur donner ce caractère de contrôle de la gestion qui était le leur. Aujourd'hui on entend renforcer ce contrôle qui, en fait, fut rarement exercé. C'est un cadeau empoisonné que les travailleurs doivent refuser.

Si le comité n'est pas gestionnaire et s'il se contente du contrôle, et même si la fréquence du contrôle augmente, alors le comité perd sa raison d'exister, il se transforme en un organisme chargé de conseiller le patron, de lui éviter des erreurs. Il devient un outil de collaboration et de justification du système et par sa présence même et surtout s'il modère les prétentions de la direction, il affirme la pérennité du système.

Les comités d'entreprise existent. Leur prétention doit se borner à administrer les fonds sociaux, à réclamer l'augmentation de leur budget et, éventuellement, si ils en ont la possibilité, ce qui est douteux, à préparer la gestion directe et totale de l'entreprise par les travailleurs.

Voici à la hâte et sans grande cohésion, trois sujets d'actualité qui par leur importance demanderaient un plus long développement. Ils nous démontrent que l'essentiel du syndicalisme dépasse la revendication. Les nécessités de la mise en pages ne nous ont pas permis de leur donner l'ampleur souhaitable. Nous y reviendrons.

MONTLUC.



Une vieille retraité

Page réalisée
par MAURICE JOYEUX

FAUT-IL LES

Les vieux ont le droit

LES chiffres sont là devant nos yeux ! Leur éloquence brutale nous cingle. Des centaines de milliers d'êtres vivent, si l'on peut appeler ça vivre, avec moins de 500 anciens francs par jour. Ces êtres sont les vieillards. Ce sont ceux qui pendant quarante ans ont assuré la continuité d'une civilisation, qui ont été un chaînon d'une humanité projetée vers l'avenir, et cette humanité fuit vers l'avant en laissant dans son sillage la trace de sa pourriture sociale, le témoignage de sa sécheresse de cœur, la preuve de son incapacité à organiser le monde, la certitude qu'elle porte en elle-même, par son incapacité à la solidarité humaine, les germes de sa disparition prochaine.

Dans ce pays où l'inégalité sociale et économique règne depuis des millénaires, imposée aux hommes par les Etats et les régimes qui se sont succédés, justifiés par les religions, les sectes philosophiques et les partis de toutes sortes, ces vieux sans ressources sont justement ceux qui, jetés dans la vie dans des conditions les moins favorables, ont assumé les tâches les plus ingrates, les travaux les plus pénibles et pour lesquels les satisfactions de l'esprit ont été les plus comptées.

Dans ce pays qui a à sa tête un vieillard qui dans son palais reçoit couramment d'autres vieillards, sous l'éclat des lustres, devant la verrerie de cristal, des vieillards ont faim ! « Oh monsieur le Président, des vieillards ont faim ! Lors de vos promenades à travers le pays, n'avez-vous donc vu ces têtes blanchies par l'âge, ces fronts ridés par cinquante ans de soucis, ces paupières mangées par le temps ? Baissez un peu la tête et alors vous verrez ces vêtements fatigués que l'on ne peut remplacer, ces chaussures éculées que Van Gogh, dans un instant de génie,

AVEC LES VIEUX TRAVAILLEURS QUI LUTTENT POUR LEURS REVENDICATIONS

Le local se trouve au fond de la cour à droite. Sur la vitre un simple écriteau « Fédération des vieux travailleurs ». Je pousse la porte. La pièce est simplement meublée ; sur une table, une machine à écrire, contre les murs des piles du journal de la Fédération « le vieux Travailleur ». Derrière un bureau, J. Chonion, un vieux militant anarcho-syndicaliste qui fut autrefois à la C.G.T.S.R. et qui, aujourd'hui à la retraite, termine sa carrière de militant en donnant l'impulsion à la Fédération des Vieux.

« Pour le « Monde Libertaire » je voudrais que tu nous parles de ton organisation et des revendications des vieux... »

Le Monde Libertaire ! Chonion sourit. Nous l'avons souvent sollicité pour de la copie sur l'Histoire du Mouvement ouvrier, et l'histoire du Syndicalisme est son violon d'Ingres. Avec lui, on est toujours sûr de mettre la main sur le document poussiéreux dont on a besoin.

« La Fédération compte cinquante mille adhérents, dans toutes les villes importantes, nous avons des sections. Notre organisation a la structure de l'organisation syndicale et en province, elle reçoit l'aide nécessaire des Unions de syndicats à l'échelle départementale et à l'échelle locale. La défense des vieux travailleurs fait partie de ce que Fernand Pelloutier appelait dans son « Histoire des Bourses du Travail » les bases multiples.

— Et vous trouvez assez de militants parmi les vieux pour animer toutes ces sections ?

— Facilement. L'encadrement est constitué par tous les militants à la retraite qui découvrent dans cette activité une activité qui prolonge leur vie, une raison d'exister et cet encadrement de choix maintient la Fédération dans le circuit social, l'empêche de se replier sur elle-même. Certes, la Fédération combat d'abord pour la revendication des vieux, mais elle sait bien que cette revendication s'inscrit dans un contexte social. Les vieux aussi le savent bien et nos sections prennent le caractère des organisations syndicales qui rattachent leurs revendications particulières à la grande revendication humaine de libération de l'homme de son aliénation économique. »

Chonion me regarde en souriant.

« Après tout, tu commences à blanchir et toi aussi peut-être finiras-tu parmi nous ? »

Je fais la grimace, Chonion poursuit :

« C'est un travail passionnant. Nous avons un Congrès tous les deux ans. Mais entre-temps, il faut parcourir le pays, assurer les assemblées générales, constituer des sections, fournir les renseignements individuels, assumer la défense des camarades spoliés. Lutter contre « Monsieur Le Bureau », contre les propagandes « intéressées » non pas par les vieux bien sûr, mais par leur qualité d'électeurs. Enfin trouver de l'argent pour que tous vivent. Mais nous avons des satisfactions. Les vieux viennent aux réunions, s'intéressent aux problèmes avec une assiduité qu'on ne trouve pas toujours chez les ouvriers dans les usines. Il est vrai que la section les rattache pour la plupart à leur passé. Enfin au hasard de ces réunions multiples on revoit des vieux camarades du mouvement ouvrier avec lesquels on a lutté et cela n'est pas la moindre récompense de nos efforts.

— Parle-moi un peu des conditions d'existence des vieux et de leurs revendications.

— L'année dernière le minimum que touchait un vieux était de 160 000 anciens francs par an. Ce minimum comprend une allocation spéciale de

90 000 francs, des anciens francs bien entendu, plus l'allocation du Fonds de solidarité (sic) de 70 000 francs. Cette allocation vient d'être augmentée de 10 000 francs ce qui la porte à 170 000 francs par an. Avant l'augmentation les vieux disposaient de 438 francs par jour. Ils touchent aujourd'hui 465 francs.

Au début de la Sécurité sociale, le risque vieillesse était de 9 % il n'est plus aujourd'hui que de 6,8 % et l'augmentation consentie n'atteint pas journellement le prix d'un timbre-poste. Notre première revendication consiste à arracher tout de suite une allocation correspondante à 75 % du S.M.I.G. en étant bien d'accord qu'il ne s'agit là que d'un palier. D'autre part, nous voulons que la retraite soit payée mensuellement. On prétend pour justifier la ladreterie de l'Etat, qu'à 65 ans certaines personnes pourraient travailler. Nous sommes nous pour la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

La période de la retraite et du vieillissement n'est pas seulement une question d'âge d'état civil, mais bien d'âge pathologique. Le repos doit être accordé à celui qui ne peut plus travailler dignement. Dans le domaine social, notre action tend à supprimer la notion de bienfaisance. Nous voulons des maisons de retraite qui soient abordables pour tous, sans être des casernes ou des conglomérats où la notion de l'individu disparaît. On estime qu'il serait nécessaire de faire fonctionner 7 000 nouvelles maisons de retraites. Il faut supprimer les asiles où des gens en bonne santé sont mélangés aux mourants et les maisons où les pensionnaires portent un uniforme dégradant. Enfin il faut faire pression pour que l'administration accélère la liquidation des droits de façon que les vieux n'attendent pas des mois, et sans ressources, une pension qu'on leur doit.

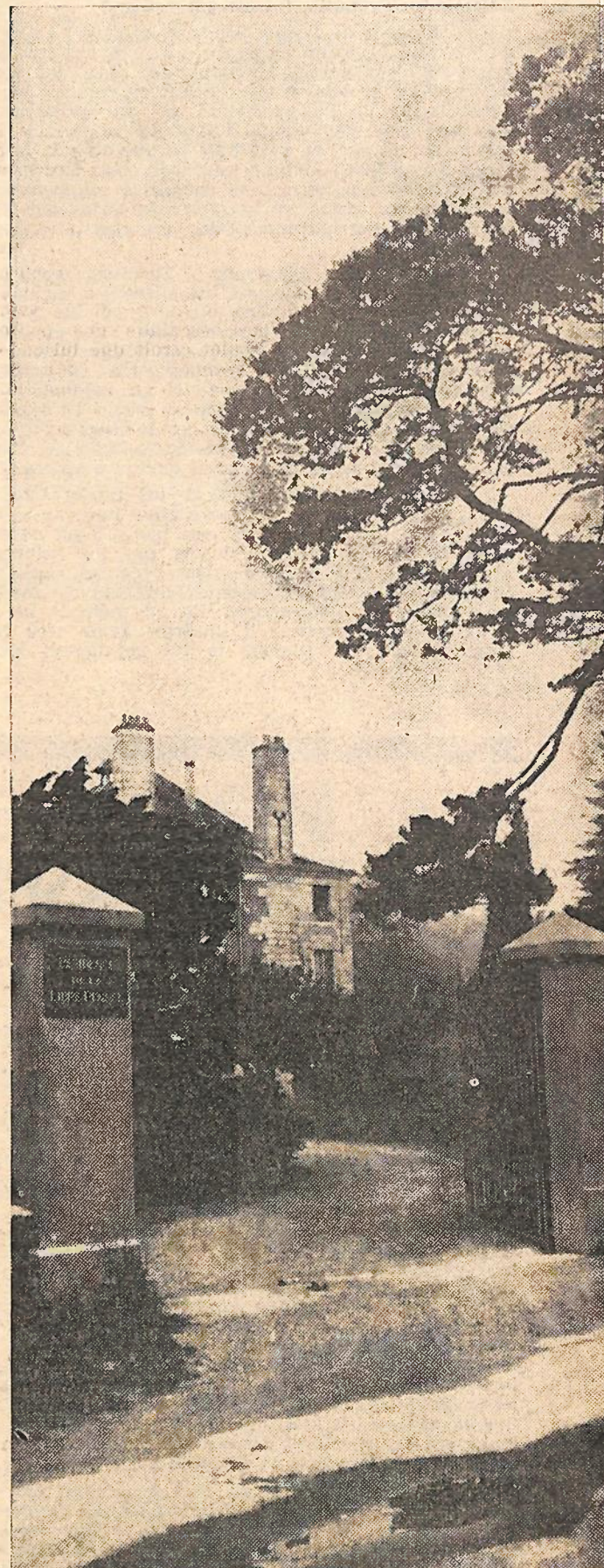
— Voilà un programme de revendications bien rempli.

— Remarque qu'il ne s'agit là que de nos revendications immédiates. A plus longue échéance, nous envisageons que le calcul des pensions ne soit pas inférieur à 60 % du salaire moyen des dix meilleures années. Nous réclamons une exonération fiscale et nous exigeons la représentation de la Fédération des vieux travailleurs toutes les fois qu'on discute de leurs conditions d'existence.

Enfin nous devons être vigilants. Ce que nous arrachons au gouvernement d'une main ne doit pas être repris d'une autre. C'est le vieux problème syndical de la défense des avantages acquis. »

Pendant que nous parlions, des vieux sont rentrés dans l'étroite pièce et ils hochent la tête en écoutant leur secrétaire fédéral énumérer leurs revendications. On sent qu'ils ont refusé de subir. Toute une vie de travail et de luttas leur a appris qu'il ne s'agissait pas de « pleurnicher » mais de lutter. Leur Fédération est prospère, elle est et de loin la plus importante de France et souvent la C.G.T. a cligné de l'œil vers cette organisation solide. Les vieux m'en parlent avec un sourire qui en dit long sur leur expérience politique. On les sent décidés à élargir encore leur audience. Ils sont sur le terrain ouvrier et ils y resteront. Lorsqu'on leur parle de la Charte d'Amiens, on est en pays de connaissance et on en vient à regretter de voir ces hommes fatigués par l'âge, absents d'un mouvement syndical où ils seraient encore utiles et où leurs connaissances et leur expérience seraient précieuses à tous.

Et c'est en remuant toutes ces pensées que nous allons ensemble vider le pot de l'amitié.



Entrée de la Résidence de la Libre Pensée

TUER TOUS ?

it de vivre avec dignité

nous a peints pour notre remords éternel. Ohé, monsieur le Président, n'avez-vous jamais pensé qu'en face de votre « Dieu », en face de vos « principes », un peu de bonheur sur ces visages fatigués devrait avoir plus d'importance qu'une explosion atomique ? Ohé, monsieur le Président, faudrait-il qu'un jour ces vieillards, désireux de goûter pour une fois un vrai repas, s'invitent eux-mêmes à l'Elysée, s'installent dans vos jardins, goûtent à votre champagne, comme de vulgaires sénateurs ? Ohé, monsieur le Président, serez-vous alors obligé de leur envoyer un comité de réception composé de vos flics et dirigé par votre Préfet de police ?

Mais peut-être, et d'abord parce que ces vieillards furent des travailleurs, est-ce à nous de prendre leurs problèmes en main, par solidarité de classe et afin de leur éviter une promiscuité déplaisante, enfin peut-être de raviver dans leur cœur cette petite flamme qui s'éteint, mais qui autrefois fut une torche ? Car enfin, parmi ces vieux, certains furent à Fourmies, à Courrières, à Amiens, à Villeneuve-Saint-Georges, à tous les grands carrefours où les travailleurs se sont donné rendez-vous pour lutter contre l'oppression. Certains, revenus de la première boucherie, reconstituèrent le mouvement ouvrier, occupèrent les usines en 1936. Tous enfin travaillèrent rudement pour se nourrir certes, mais également pour nourrir tous les propres à rien qui de leur temps occupèrent la une des quotidiens.

Mais, pour prendre leurs problèmes en main, faut-il encore savoir ce qu'ils veulent, ce qu'ils sont. C'est ce que nous allons essayer de faire dans cette page.

AVEC LES VIEUX A LA RÉSIDENCE DE LA LIBRE PENSÉE

La route sinueuse suit le fleuve parsemé d'îles. Les coteaux qui dévalent vers les rives broussailleuses de la Loire sont couverts de ceps. Nous sommes en Anjou où le vin éclaircit l'âme et alourdit le pas. Soudain, la route oblique vers Saint-Georges-des-Sept-Voies, escalade une pente raide, s'enfouit dans le goulet étroit que lui concèdent les maisons d'un hameau. Un coup de frein, un virage et devant nous s'étend un domaine qui fut autrefois le domaine du Plessis et qui est aujourd'hui la Résidence de la Libre Pensée.

On pénètre dans le domaine par une large voie qui conduit au bâtiment principal. Dans le fond, un bois touffu grimpe vers le ciel. Sur la droite le domaine proprement dit s'étale inondé par le soleil. Une brise légère incline les fleurs des champs vers le voyageur comme pour lui souhaiter la bienvenue. De-ci de-là, des bâtiments ont été semés au hasard de la fantaisie des générations qui ont précédé nos camarades de la libre pensée sur cette terre accueillante.

Lorsque nous pénétrons dans l'allée centrale, des hommes aux cheveux gris sont occupés à curer un bassin destiné à recevoir des poissons. Autour, des dames au visage ridé comme une pomme reinette, donnent leur avis d'un air compétent. Tous lèvent la tête et s'avancent vers nous. En un instant, nous sommes enveloppés, poussés, installés à l'ombre, devant une table sur laquelle le vin rosé dégage une mousse légère. A nos côtés, Roger Gaudin et André Rivry, les chevilles ouvrières de ce projet longtemps caressé et devenu, grâce à eux et à quelques autres, une réalité étonnante. Les gens qui vivent sur la Résidence sont venus de tous les coins de France. Leur vie, qui fut active, fut mêlée à bien des événements et, maintenant, loin du bruit des cités, sur cette terre du repos, leur curiosité longtemps contenue explose. On nous interroge sur Paris, sur le mouvement social, sur les amis lointains auxquels on n'est plus relié que par la mince feuille de papier que l'on confie au facteur local.

Lorsque le calme est revenu, Gaudin qui est le président de l'œuvre, nous explique toutes les difficultés qu'il a fallu surmonter pour réunir les fonds qui permirent d'acheter ce domaine, pour aplanir les entraves administratives avant d'avoir le droit d'installer les pensionnaires, pour obtenir du département l'appui de toutes les œuvres de cette sorte sont en droit d'espérer des Pouvoirs publics. Enfin, il a fallu aménager des bâtiments, constituer le mobilier, installer le confort.

Certains bâtiments tombaient en ruines, nous dit Gaudin, et tous nos fonds étaient épuisés par l'achat de la propriété. Nous avons dû emprunter auprès des amis et nous nous sommes collés au boulot. Les jours de congés, les camarades d'Angers et des environs montaient à la Résidence, tombaient la veste, se mettaient au travail ; ce fut un bel effort d'émulation où rivalisèrent nos camarades de la Libre Pensée, du Mouvement syndical, du Groupe Libertaire. Mais il reste beaucoup à faire et nous avons besoin d'un effort supplémentaire de tous ceux qui sont intéressés de loger et de créer un foyer pour nos vieux. Nous allons vous faire visiter l'établissement.

Nous le suivons, d'abord dans la grande cuisine étincelante de propreté où Maggy, la jeune et alerte cuisinière, virevolte avec la légèreté d'une soubrette de comédie. La salle à manger, vaste et claire, occupe tout le rez-de-chaussée du bâtiment principal. Les repas sont servis par petites tables de quatre, afin de respecter l'autonomie de chacun ; le linge est net, la vaisselle pimpante. Il se dégage de la pièce une chaleur humaine qui est celle qu'on ne trouve que dans les restaurants confortables. Partout des fleurs, des tableaux, des grandes fenêtres, de la luminosité. Aux étages, les chambres sont aménagées pour une ou plusieurs personnes, à la demande. Les salles de bains sont modernes. Le confort, la chaleur, la netteté règnent à la Résidence, et aussi le bon goût.

Nous sortons et nous nous dirigeons vers les communs. Rivry qui est le grand ordonnateur de l'administration intérieure et qui dirige la Résidence, commente pour nous les problèmes qui seront les siens.

Comme Gaudin vous l'a dit, nous n'avons pas beaucoup d'argent. Le problème a été de nous suffire à nous-mêmes et avant même de récolter il nous a fallu aménager des granges et des caves qui tombaient en ruines pour installer l'outillage indispensable et les réserves pour la récolte.

Nous pénétrons dans un bâtiment que soutiennent des poutres énormes. Là est installé le pressoir, outil indispensable dans le pays, les fûts, les bouteilles. Plus loin, dans un cadre verdoyant, des clapiers, le poulailleur que les poulets, gagnés par l'ambiance locale, désertent facilement pour chercher les chemins de la liberté et des terres grasses gorgées de grains, ce qui, naturellement, oblige nos vieilles dames à leur faire une chasse effrénée. Plus loin, l'écurie de la chèvre dont le caractère est assez semblable à celui de tous les habitants de la Résidence, êtres ou animaux, et qui est caractérisée par un goût très développé de la liberté.

Nous avons déjà commencé sérieusement à semer, nous dit Rivry en nous conduisant vers un immense jardin. Nous comptons avant longtemps récolter tous nos légumes, nos fruits, le fourrage de nos animaux.

Je l'interroge, inquiet :

Et le personnel ?

Gaudin sourit.

Retournons à la maison, nous parlerons de tout cela.

A travers l'herbe odorante en nous baissant sous les arbres dont les branches tombent bas, nous regagnons la cour où Maggy nous sert une bouteille de vin frais. Les pensionnaires sont venus s'installer autour de nous.

Voyez-vous, dit Gaudin, la Libre Pensée ne voulait pas simplement créer un refuge pour les vieux, ce qui en soi aurait été louable, mais construire un ensemble qui trancherait avec ce qui, jusqu'alors s'était fait. Nous ne voulions ni d'une caserne, ni d'un hôpital, encore moins d'un orphelinat. Nous voulions non seulement protéger l'individualisme de chacun des habitants de la Résidence, nous voulions non seulement leur donner

LES ANARCHISTES ET LES VIEUX TRAVAILLEURS

Nous avons voulu, dans cette double page, vous tenir au courant de la situation des vieux travailleurs. De vous dire, ce qui se fait et ce qu'ils font eux-mêmes pour améliorer leur condition d'existence. Nous avons également voulu vous faire voir ce qui pourrait se faire, en prenant un exemple émouvant, celui que nos camarades de la Résidence ont réalisé. Je veux maintenant vous dire comment, nous les libertaires, nous envisageons le problème de nos vieux compagnons.

Nous considérons que la retraite doit être déterminée à la fois par l'âge et par les conditions de santé des travailleurs. Que dans l'état des techniques actuelles et en supprimant les travaux inutiles tout homme à cinquante ans a droit au repos.

Nous considérons que l'homme à la retraite doit conserver intégralement les ressources économiques qui étaient les siennes lorsqu'il a quitté son travail. Que ces ressources soient alimentées par le salaire qui continue, ou par tout autre moyen.

Nous considérons que l'homme à la retraite a droit au choix de sa condition d'existence. Qu'il a le droit pour son repos de choisir la maison de retraite qui lui convient. Qu'il a le droit de rester chez lui ou d'aller autre part chercher le repos qui lui est nécessaire.

Nous considérons que l'homme à la retraite n'est pas un homme diminué, mais un homme qui, débarrassé de trente années de corvée de travail, a bien mérité de jouir de l'existence et que par conséquent il est indispensable que la société lui en fournisse les moyens.

M. J.

le droit de rester avec eux-mêmes lorsque le besoin s'en ferait sentir, mais nous voulions également qu'ils puissent, à d'autres moments, sentir la chaleur d'autrui, qu'ils puissent reconstituer ce milieu spécial, indéfinissable qu'on nomme un foyer. Et pour cela, il fallait les intéresser à la vie collective de notre entreprise. Il était indispensable qu'ils ressentent tous les mouvements, tous les événements bons ou mauvais, comme les concernant directement. Il fallait qu'ils aient vraiment l'impression qu'ils étaient non pas en pension chez d'autres mais chez eux et que tout ce qui se déroulait autour d'eux les concernait. Il fallait qu'ils eussent le sentiment profond que la société ne les avait pas déposés là en attendant que leurs paupières se ferment mais qu'ils étaient chez eux. Il fallait qu'ils ressentent ce sentiment de continuité, que ressent l'ancêtre au sein de sa famille naturelle ou d'élection et qui le fait vaguer à tous ces petits travaux sans grande importance, dont on sourit avec attendrissement dans son dos, mais qui lui donne la certitude de travailler pour « qu'après » les « autres » y retrouvent les traces de son passage sur cette terre.

Bien sûr, dit Rivry, et pour cela il n'y avait qu'un moyen : les associer à notre travail collectif. Oh bien sûr, sans faire de ce travail une obligation pour personne, sans mesurer l'effort de chacun, mais simplement pour leur donner le sentiment d'exister. Et nos vieux ont été très sensibles à notre état d'esprit. Les uns et les autres se sont découverts des tâches, des responsabilités et nous avons été souvent obligés de les modérer. Les hommes avec moi et à leur main, ont joué le « Laboureur et ses enfants ». Nous avons retourné la terre, ils ont semé, ratissé et ils s'apprêtent à récolter. Les soirs d'orage, ils lèvent anxieusement leur regard vers le ciel. Le matin, à la rosée, ils consultent le sol pour voir si les graines ont levé. Pendant la nuit, ils ont creusé des trous, déplacé des pierres, fait de la menuiserie, coupé du bois. Les dames se sont penchées sur la basse-cour. C'était gagné, et si pour les gros travaux nous avons eu besoin de l'aide extérieure, pour tous les autres, nous nous sommes suffi à nous-mêmes.

Il faut dire que nous avons été gâtés, convint Gaudin. Nos premiers pensionnaires ont, en général, été des amis de la Libre Pensée ou du mouvement libertaire et ils ont été le ferment qui a permis à l'esprit collectif de naître à la Résidence. C'était indispensable pour nous permettre de tenir. Nous avons parmi nous de nombreux amis qui sont des économiquement faibles, mais je dois dire que cela n'est jamais rentré en ligne de compte pour les admettre parmi nous. Mais nous ne sommes pas encore reconnus d'utilité publique et, par conséquent, nous ne recevons pas encore toutes les subventions auxquelles un établissement comme le nôtre aurait légitimement droit. Cela nous a posé des problèmes financiers difficiles et encore aujourd'hui nous avons besoin, pour tenir, de l'appui de tous nos amis.

Le soleil baisse. Les deux hommes qui sont devant nous se sont laissés aller sur le dossier de leur chaise. On les sent las et fatigués, mais satisfaits du travail accompli. Un peu inquiet cependant pour leur magnifique réalisation. Le concours qu'ils nous demandent il va falloir le leur apporter pour que cette œuvre de solidarité humaine dans la liberté et le respect de la personnalité continue, s'étende, serve d'exemple aux hommes de bonne volonté, de leçon à une administration fatiguée et tâtilonne.

Une dernière goutte de ce vin d'or et nous nous levons pour gagner la salle à manger où nous mangeons au milieu de nos vieux. Un dernier au revoir, une dernière poignée de main avant de franchir le portail de la Résidence, le cœur serré en pensant aux petits vieux de Nanterre ou de Bicêtre qui ne connaîtrons pas ce petit coin de paradis sur lequel la nuit douce de l'Anjou jette un voile parfumé.

A MONSIEUR LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

VILLIERS-ADAM, LE 17 JUIN 1965

Monsieur le Ministre,

Avant d'entrer dans le vif de mon propos, permettez-moi de faire appel à la Sagesse antique, et de vous enoncer cet extrait, que j'aurais voulu en exergue des « Epîtres » d'Horace : « Quidquid delirant reges plectentur Archivi. » ; autrement dit en bon français : « Toutes les fois que les rois font des sottises, ce sont les Grecs qui reçoivent les coups ! »

Rien de changé depuis dans l'Univers, et si le titre de roi paraît quelque peu désuet, il n'a semble-t-il rien perdu de sa malfaisance ; et vous, l'un des princes qui nous « gouvernez », êtes bien placé pour juger du spectacle. N'êtes-vous pas l'un des plus virulents sectateurs de cette bouffonnerie, et ne vous employez-vous pas avec ponctualité à appliquer cet axiome que je viens de citer ? (Vous m'excuserez de vous tenir ce langage, mais je ne me range pas dans la cohorte de vos admirateurs, ni dans celle de votre maître, gardien d'une Constitution qu'il a, à mon sens de simple citoyen, quelque propension à accaparer pour le service de sa propagande personnelle).

Témoin, cette anecdote qui douche immédiatement l'enthousiasme le plus fanatique :

Hier, je me trouvais à Taverny (Seine-et-Oise).

Vous savez, je suppose, où se trouve cette charmante commune ?

Mais au cas où vous l'ignorerez, votre maître, lui, le sait, et se fera, j'en suis certain, un plaisir de vous communiquer le renseignement.

Néanmoins, je ne me trouvais pas où vous pourriez l'imaginer rien qu'à l'évocation de ce nom.

J'attendais mon tour, tout simplement, au Centre payeur de la Sécurité Sociale (N° 112), et c'est en ceci que l'affaire vous intéresse particulièrement, puisqu'en fin de compte, vous en êtes le grand patron, et que rien ne peut s'y faire d'important que vous ne l'ayez dûment approuvé, y compris les sottises (comme dit Horace !).

Or, en l'espèce, vous avez décidé de vous battre.

Vous avez certainement vos raisons, dont j'ai quelque idée.

Mais vous vous battez contre des gens, contre des médecins, qui eux aussi ont leurs raisons.

Des raisons vénales comme les vôtres, admettons-le à priori ; mais pour le moins en ce qui concerne les médecins, qui ont le mérite de s'appuyer sur des textes inscrits dans la Constitution nationale.

Droit de se syndiquer, et par conséquent de revendiquer auprès des organismes publics des moyens d'exercer leur profession d'une façon décente, et de pratiquer une médecine de qualité (la moins chère en fin de compte) qui ne relève pas de l'aumône, alors que leur clientèle a par avance, fourni par ses cotisations, très largement les subsides qui doivent permettre de faire face à la dépense.

Vous vous battez contre les médecins. Vous ne sauriez perdant toute vergogne le faire contre les malades qui sont entre les augustes mains de votre maître, et les vôtres non moins compétentes ; mais vous manœuvrez de telle façon que c'est bien la troupe de ces infortunés que vous pensez envoyer à l'assaut pour y récolter les coups, ou, ce qui revient au même, pour faire la grève du recours au praticien, et imposer enfin votre diktat à celui-ci en le privant de ressources, sa clientèle dut-elle en crever.

Toutes considérations mises à part, cette dernière témoin de votre part et à elle seule d'un humanisme qu'on ne saurait trop louer et rendre public afin qu'il vous vaille les lauriers que vous aurez gagnés de si haute lutte. Aussi est-ce dans le but de vous les faire attribuer au plus vite que je m'empresse de vous envoyer cette lettre ouverte. Dans le but de vous rendre service, comme vous le voyez, j'ai un tempérament fort obligeant !

Je vous dois en plus une excuse : j'ai dit que vous aviez choisi de vous battre. Pardonnez-moi ce « lapsus

calami », un personnage de votre importance ne consentirait à « se commettre », fût-ce par le truchement de la tourbe des citoyens, eussent-ils dans votre jargon une trouble odeur de sujets. Non, Monsieur, vous ne vous battez pas, je le reconnais humblement : vous usez de votre AUTORITE. Ah, mais ! C'est un tarif d'AUTORITE que votre administration applique.

Applique à qui ? Aux médecins puisque c'est avec eux que vous êtes en désaccord ?

Pas du tout ; mais aux malades que vous avez mission de protéger, et qui par ailleurs ne vous ont rien fait !

Et, quels sont les bienfaits de cette AUTORITE ?

Remboursement à 50 % des règlements antérieurs, alors que les cotisations des ayants droit ont été prélevées à 100 % obligatoirement de leur tarif habituel.

Monsieur le Ministre, avec toute la déférence dont je suis capable à votre égard, j'ai le regret de vous dire que non seulement vous êtes un voleur, un dégoûtant personnage, mais qu'en outre vous agissez comme Gribouille en personne. C'est clair, je pense ?

Impuissant contre le Corps Médical solidement organisé, vous pensez promouvoir la colère de vos « assujettis » contre ceux qui les soignent, qui n'ont pas augmenté leurs tarifs, et n'ont aucune raison de les diminuer dans les proportions que vous appliquez, ni non plus dans d'autres, pour satisfaire à vos lubies ou aux incohérences de votre gestion.

Monsieur le Ministre, nous prenez-vous tous pour des imbéciles, pour penser que nous allons tourner notre vindicte contre ceux qui nous soignent presque toujours avec le plus fervent dévouement, et dans des conditions souvent précieuses ? Nous prenez-vous tous, à votre image, pour des Gribouilles, des idiots et des salauds ?

Pensez-vous que malades, nous sommes sans défense, et puisque à votre avis, le médecin de famille est un luxe ; eh bien ! Que diriez-vous d'un embouteillage monstre de tous les hôpitaux, par tous les assurés sociaux, qui obligés à payer de leur poche ce que votre administration a au préalable encaissé, seraient peut-être de taille à vous obliger à vous entendre avec ceux qu'ils ont choisi et à qui ils ont confié la charge de leur santé ?

Pensez-vous que les hôpitaux sont sans clients ? Dans ce cas nous pourrions peut-être nous charger de leur en fournir.

C'est cette ruée vers les hôpitaux (les médecins particuliers n'en mourraient pas) qui restaurerait l'AUTORITE que votre maître venait précisément d'exalter au cours de sa tournée de Seine-et-Oise, au moment où je percevais mon remboursement amputé de moitié !

Cette répudiation de la parole légale fut pour moi (après beaucoup d'autres) un douche (métaphorique) plutôt froide.

Et, je ne pus m'empêcher de sourire quelques instants plus tard, quand les cataractes célestes s'ouvrant ce fut une douche (réelle celle-là, et des plus soignées) qui dilua l'AUTORITE du chef de l'Etat, continuant à périr sur des thèmes, qui (vu le temps peut-être ?) m'avaient rendu ininflammable.

Etait-ce un indication de la Justice Immanente qui se manifestait ainsi par cette ridicule image ?

En tout cas pour lui, et ses 5 000 gardes du corps, il y a dû avoir du linge à tordre !

Et, si les Grecs (ou les Français) reçoivent consciencieusement les coups, qui dit que demain, à défaut des phénomènes naturels, ils ne sauront pas administrer des douches !

A qui de droit !

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mon... exacte considération.

René THOMAS.

René THOMAS, Le Buisson-du-Val, VILLIERS-ADAM (Seine-et-Oise).

Liberté et Vérité

« L'homme est prêt à renoncer à sa personne pour s'assurer la sécurité. » BERDIAEFF.

NOTRE temps ne connaît pas la liberté. Le monde roule comme une mécanique aveugle et absurde avec, pour moteur de ses multiples violences, des vérités qu'il sait dérisoires. Cette minute de l'évolution humaine d'une incalculable portée, où l'homme pourrait enfin prendre conscience de son destin et l'ordonner comme il avait ordonné les techniques, est, dans son principe même, une époque d'impostures.

Alors que tous les ressorts moraux sont bandés, qu'une sensibilité latente fait connaître à tous que cette vie n'a pas de sens auquel il faille apporter crédit, que la civilisation se fait universelle, l'homme continue de vouloir se perdre et se jouer dans des entreprises sans grandeur, continue de n'avoir pour impératifs que des vérités éternelles en fonction desquelles il bâtit sans espoir pour un avenir qui ne sera pas humain.

Notre époque est frappée du signe de la violence. Elle se livre au viol des choses et des consciences, elle n'est plus que l'affirmation désordonnée de l'être sur l'existence.

Et c'est par la vérité — cette grande découverte de notre temps — qu'elle légitime son action.

La question se pose enfin avec force : comment la vérité peut-elle aliéner l'humanité au point de la faire se renier elle-même et considérer comme négligeable un reniement qui engage l'espoir d'une foule d'hommes ?

Il faut chercher la source de ce mouvement d'auto-destruction dans l'appétence de mort qui git plus ou moins dans chaque individu et — contrairement — dans son désir de paix intérieure.

L'homme est contingent. Il est perdu et n'a pas de point d'appui dans la réalité. Le recours au monde est exclu — car sa connaissance est impossible, et le monde de chacun n'est qu'un mythe destiné à expliciter des apparences mouvantes. Jamais deux phénomènes du monde n'ont coïncidé.

Alors apparaît la vérité. Dès le premier stade d'installation dans l'esprit, on peut distinguer deux phases : l'approche rationnelle, l'adhésion affective. Les deux se complètent et s'appellent : dans toute plaidoirie pour une vérité — comme d'ailleurs dans toute opposition à une vérité — on arrive fatalement à un point où la démonstration quitte ses apparences raisonnées pour se dévoiler dans sa nature affective : la certitude rationnelle n'est rien sans un saut de l'âme, saut dans lequel elle renonce à son intégrité.

Car c'est en effet alors qu'apparaît ce que Berdiaeff nomme la « tentation cosmique ».

La vérité s'universalise, le monde s'ordonne en fonction de sa situation, la conscience ne se reconnaît plus valide et justifiée que par et dans la vérité. Elle s'aliène volontairement dans un don, dans une perte d'elle-même de nature religieuse.

La vérité se révèle nécessaire, cette invention de la conscience pour définir ses limites — et l'antique conflit entre liberté et nécessité reprend une nouvelle vigueur. Ainsi, la pensée humaine, après avoir expliqué le monde, en est arrivée à nier la pensée libre — qui a pourtant été à la base de son établissement. L'être ainsi possédé est perdu pour la liberté : il s'impose des rapports sacrés avec l'idée qui lui fournit la clé de son monde et de sa vie. Il n'arrive qu'à percevoir sa nullité devant le principe qu'il s'est donné pour instrument, puis pour maître. Tout effort de libération venant de l'extérieur lui est suspect ; sa sensibilité est affectée comme d'un sacrilège.

(Suite page 11.)

Classiques de l'anarchisme

DU CONTRAT A LA FÉDÉRATION

LE contrat politique n'acquiert toute sa dignité et sa moralité qu'à la condition : 1° d'être synallagmatique ou communicatif ; 2° d'être renfermé, quant à son objet, dans certaines limites ; deux conditions qui sont censées exister sous le régime démocratique, mais qui, là encore, ne sont le plus souvent qu'une fiction. Peut-on dire que dans une démocratie représentative et centralisatrice, dans une monarchie constitutionnelle et censitaire, à plus forte raison dans une république communiste, le contrat politique qui lie le citoyen à l'Etat soit égal et réciproque ? Peut-on dire que ce contrat, qui enlève aux citoyens la moitié ou les deux tiers de leur souveraineté et le quart de leur produit, soit renfermé dans de justes bornes ? Il serait plus vrai de dire, ce que l'expérience confirme trop souvent, que le contrat, dans tous ces systèmes, est exorbitant, onéreux puisqu'il est, pour une partie plus ou moins considérable, sans compensation ; et aléatoire, puisque l'avantage promis, déjà insuffisant, n'est pas même assuré.

Pour que le contrat politique remplisse la condition synallagmatique et communicative que suggère l'idée de démocratie ; pour que, se renfermant dans de sages limites, il reste avantageux et commode à tous, il faut que le citoyen en entrant dans l'association : 1° ait autant à recevoir de l'Etat qu'il lui sacrifie ; 2° qu'il conserve toute sa liberté, sa souveraineté et son initiative, moins ce qui est relatif

à l'objet spécial pour lequel le contrat est formé et dont on demande la garantie à l'Etat. Ainsi réglé et compris, le contrat politique est ce que j'appelle une **fédération**.

FEDERATION, du latin *foedus*, génitif *foederis*, c'est-à-dire pacte, traité, convention, alliance, etc., est une convention par laquelle un ou plusieurs chefs de famille, une ou plusieurs communes, un ou plusieurs groupes de communes ou Etats, s'obligent réciproquement et également les uns envers les autres pour un ou plusieurs objets particuliers, dont la charge incombe spécialement alors et exclusivement aux délégués de la fédération (...).

Il n'en est pas ainsi, par exemple, dans la Société universelle de biens et des gains, autorisée par le code civil, autrement dite communauté, image en miniature de tous les Etats absolus. Celui qui s'engage dans une association de cette espèce, surtout si elle est perpétuelle, est entouré de plus d'entraves, soumis à plus de charges qu'il ne conserve d'initiative. Mais c'est aussi ce qui fait la rareté de ce contrat, et ce qui dans tous les temps a rendu la vie cénobitique insupportable. Tout engagement, même synallagmatique et communicatif, qui, exigeant des associés la totalité de leurs efforts, ne laisse rien à leur indépendance et les dévoue tout entiers à l'association, est un engagement excessif, qui répugne également au citoyen et à l'homme.

D'après ces principes, le contrat de fédération ayant pour objet, en termes généraux, de garantir aux Etats confédérés leur souveraineté, leur territoire, la liberté de leurs citoyens ; de régler leurs différends ; de pourvoir, par des mesures générales, à tout ce qui intéresse la sécurité et la prospérité commune, ce contrat, dis-je, malgré la grandeur des intérêts engagés, est essentiellement restreint. L'autorité chargée de son exécution ne peut jamais l'emporter sur ses constituantes, je veux dire que les attributions fédérales ne peuvent jamais excéder en nombre et en réalité celles des autorités communales ou provinciales, de même que celles-ci ne peuvent excéder les droits et prérogatives de l'homme et du citoyen. S'il en était autrement, la commune serait une communauté ; la fédération redeviendrait une centralisation monarchique ; l'autorité fédérale, de simple mandataire et fonction subordonnée qu'elle doit être, serait regardée comme prépondérante ; au lieu d'être limitée à un service spécial, elle tendrait à embrasser toute activité et toute initiative ; les Etats confédérés seraient convertis en préfectures, intendances, succursales ou régies. Le corps politique, ainsi transformé, pourrait s'appeler république, démocratie ou tout ce qu'il vous plaira ; ce ne serait plus un Etat constitué dans la plénitude de ses autonomies, ce ne serait plus une confédération. La même chose aurait lieu, à plus forte raison, si, par une fausse raison d'écono-

mie, par déférence ou par toute autre cause, les communes, cantons ou Etats confédérés chargeaient l'un d'eux de l'administration et du gouvernement des autres. La république, de fédérative deviendrait unitaire ; elle serait sur la route du despotisme.

En résumé, le système fédératif est l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative et gouvernementale par laquelle se distinguent, ex aequo, les démocraties impériales, les monarchies constitutionnelles et les républiques unitaires. Sa loi fondamentale, caractéristique, est celle-ci : dans la fédération, les attributs de l'autorité centrale se spécialisent et se restreignent, diminuant de nombre, d'immédiateté, et, si j'ose dire ainsi, d'intensité, à mesure que la Confédération se développe par l'accession de nouveaux Etats. Dans les gouvernements centralisés, au contraire, les attributs du pouvoir suprême se multiplient, s'étendent et s'immédiatisent, attirant dans la compétence du prince des affaires des provinces, communes, corporations et particuliers, en raison directe de la superficie territoriale et du chiffre de population. De là cet écrasement sous lequel disparaît toute liberté, non seulement communale et provinciale, mais même individuelle et nationale.

P.-J. PROUDHON

(Principe fédéral, pp. 66-71)

LES FAUX PAS DU VENEZUELA

QUAND le général Juan Vicente Gomez meurt, le 17 décembre 1935, le Venezuela se trouve ébloui, tel un prisonnier qui, libéré après de longues années dans un cachot sans lumière, redécouvre le jour. Dans ce pays des libérateurs de l'Amérique les dictatures succédaient aux dictatures et celle de Gomez, la plus cruelle de toutes et la plus longue (elle dura vingt-sept ans), termine l'ère du sabre et de la botte prétorienne omnipotente. La période dictatoriale prend fin, mais le peuple vénézuélien, spectateur soumis durant plus d'un siècle au défilé des « hommes forts », parvient à la liberté avec une immaturité manifeste et comme un corps convalescent, sans défense.

C'est dans ces conditions qu'apparaissent les premiers partis politiques, dont les leaders s'affrontent pour succéder au général Lopez Contreras, sorte de point de transition entre le passé dictatorial et l'avenir qui devrait être démocratique.

DE CONTRERAS A LEONI

Un courant socialisant, souvent imprégné de nationalisme, souffle en ce temps-là sur les pays d'Amérique du Sud. L'épine dorsale andine transmet du Sud au Nord les vibrations de cette nouvelle politique tonique, l'épicentre de ces vibrations se trouvant au Pérou, où un disciple de l'anarchiste Gonzalez Prada, Victor Raul Haya de la Torre, crée l'A.P.R.A. (Alliance populaire révolutionnaire américaine). A son image, naissent dans d'autres pays d'Amérique latine d'autres partis de masses, dont quelques-uns parviennent à conquérir le pouvoir, par exemple le M.N.R. en Bolivie et l'A.D. au Venezuela (1), mais l'A.P.R.R. n'y parvient pas.

L'Action démocratique, au Venezuela, se fonde comme parti en 1941 et, comme cela arrive avec toute graine semée en terre vierge, obtient aux premières élections vénézuéliennes, en octobre 1946, l'immense majorité des suffrages exprimés (2).

Mais la jouissance de cette victoire est éphémère car, le 24 novembre 1948, un coup d'Etat renverse le gouvernement de Romulo Gallego et, de nouveau, pour dix longues années, le Venezuela revient à un régime dictatorial, jusqu'à ce que, le 23 janvier 1958, Perez Jimenez s'enfuit à l'étranger.

Les dix années de dictature de Perez Jimenez sont insuffisantes pour effacer la nostalgie de l'Action démocratique et quand, le 7 décembre 1958, les urnes recueillent « la volonté populaire », l'Action démocratique obtient de nouveau une respectable majorité, bien qu'inférieure à celle de 1946 (3).

Romulo Betancourt assume le pouvoir et, pour la première fois dans l'histoire du Venezuela, termine son mandat au palais de Miraflores, siège de la présidence de la République. Pour la réussite de cet objectif (terminer la période constitutionnelle sans coup d'Etat), l'Action démocratique abandonne bien des tournures de cet esprit socialisant qui l'inspira en 1941 et, de ce parti progressiste de jadis, il ne reste rien de plus que le nom.

En conséquence, lorsque pour la troisième fois, le Venezuela va aux urnes pour choisir un autre président et les membres des Chambres, le 2 décembre 1963, l'Action démocratique n'obtient que de justesse la victoire pour son candidat Raul Leoni, d'ascendance corse (4). Il lui est désormais impossible de gouverner sans coalitions ou alliances avec des partis politiques considérés, jusqu'à la veille, comme des ennemis.

Depuis la fin de la dictature de Perez Jimenez, la situation du Venezuela a été celle d'un pays dirigé par quelques politiciens mal assurés du pouvoir, pourtant obtenu par le « suffrage universel ». (A cet égard, le coup d'Etat de 1948 a été le point de départ d'un intense complexe de frustration.) Contre cette insécurité du pouvoir et pour s'y maintenir, les politiciens ont opté pour la protection de la seule institution organisée dans toute l'Amérique latine : l'Armée. Et les politiciens se sont prêtés à toutes les exigences des militaires avec une telle ardeur que ceux-ci ont donné leur appui, estimé indispensable par l'Action démocratique, pour rester au pouvoir.

En Amérique latine, sauf de très rares exceptions, l'Armée a coutume d'assumer deux attitudes : ou elle commande ou elle « tolère » que l'on commande. Dans le second cas, celui qui « commande » doit remplir certaines conditions qui permettent à l'Etat-Major de se sentir, dans la pénombre, le véritable patron des destinées du pays en question.

Au Venezuela, depuis les premiers jours de « démocratie », le sentiment général est que le sabre est déterminant et, dans les politiciens, d'abord en Romulo Betancourt, maintenant en Raul Leoni, on admire surtout l'habileté à obtenir l'approbation des militaires.

Cette première transition, concéder des prérogatives exceptionnelles aux hommes en casquettes, a entraîné d'autres concessions et une fois sur la pente de l'opportunisme et de l'absence de principes, l'Action démocratique a glissé jusqu'à l'abîme de la réaction, de la démagogie et de la contre-révolution.

L'ECHEC DE LA REFORME AGRAIRE

Les classes possédantes, l'autre des « forces vives » qui ont fondé maintes dictatures, ont réussi à opposer une sérieuse résistance aux mesures populaires du gouvernement et cela se manifeste bien dans la réforme agraire (si souvent citée) qui, menée sans tenir compte des véritables intérêts du paysan et de ses besoins réels, aboutit aujourd'hui, à cinq ans de sa promulgation, à un véritable échec dans tous ses aspects. Kennedy, durant le mandat présidentiel de Romulo Betancourt, visita une zone touchée par la

réforme agraire considérée comme un modèle du genre, « La Morita ». Aujourd'hui, « La Morita » n'est qu'une étendue déserte sur laquelle végètent encore (pour combien de temps ?) trois ou quatre familles venues à l'origine pour y cultiver le seigle. Les techniciens, qui font autorité dans l'opposition politique, considèrent que les causes de l'échec sont multiples : terrains dont la couche végétale est insuffisante, absence de voies de pénétration, conversion en petites propriétés de zones qui ne peuvent être prospères que par l'exploitation extensive, absence de crédits aux nouveaux installés, qui se voient possesseurs d'un titre de propriété, mais sans outils et sans vivres pour faire face aux premiers mois, déplacement arbitraire de paysans d'une zone à une autre, manque d'assistance technique et de surveillance sanitaire, etc.

En résumé, la réforme agraire, en ce qui concerne le Venezuela, s'est limitée à acheter, à des prix exorbitants et hors de toute logique (5), de grandes propriétés cultivées en latifundia, pour en faire une mosaïque de parcelles et les remettre aux paysans en même temps qu'un titre de propriété.

Le paysan vénézuélien, comme d'ailleurs celui de toute l'Amérique latine, méconnaît les principes de l'agriculture rationnelle et moderne et borne son travail à la culture du peu que réclament ses minces besoins et ceux des siens. On peut dire que le système du « canuco », qui consiste à brûler une petite parcelle de bois et à semer au moyen d'un bâton pointu quelques grains de maïs dans des trous que l'on bouche ensuite avec le pied nu, est beaucoup plus proche de l'agriculture pratiquée par les sociétés préhistoriques que de celle de nos jours. Et les gouvernements de l'Amérique latine, sans tenir compte de cette particularité, veulent imposer des réformes agraires sans transition et enseignements indispensables.

UN PACTOLE : LE PETROLE

Cependant, ce qui affecte le plus l'économie vénézuélienne, ce sont les avatars de l'industrie extractive du pétrole. Car, dans le produit national brut du pays, 20 943 millions de bolivars (4 654 000 000 dollars), la rente pétrolière intervient puissamment, et 60 % du budget de l'Etat sont couverts par les droits et les impôts payés par les grandes compagnies internationales du pétrole.

Les conditions du marché du pétrole sont bien plus négatives depuis le renversement de Perez Jimenez, et la chute même du dictateur se trouve directement liée à un début de dépression économique de l'hydrocarbure. Actuellement, bien que chaque année la production augmente légèrement (d'environ 2 %), cette augmentation ne compense pas la baisse du prix sur le marché mondial. La même main-d'œuvre employée à l'extraction, qui en 1957 dépassait 50 000 ouvriers, n'atteint pas aujourd'hui 40 000, car l'automatisation tend à éliminer des travailleurs et à accroître le chômage qui, au Venezuela, atteint 250 000 (18 % de la population active du pays).

Les mesures économiques prises par le gouvernement ont été d'un caractère assez contradictoire et l'absence d'un instrument fiscal approprié les a rendues inopérantes, quand ce n'était pas négatives. Industriels, banquiers, commerçants, grands propriétaires, et jusqu'aux politiciens eux-mêmes, tous ont fait que les décrets pris pour appuyer l'industrie naissante du pays se répèrent négativement sur l'économie et tous ont accéléré vertigineusement l'inflation dans un pays qui, jusqu'en 1958, avait la monnaie la plus stable d'Amérique et la dette publique, extérieure et intérieure, la plus minime du globe (6).

GUERRILLA ET GUERRILLEROS

Les lecteurs se demanderont si tout ce qui a été dit jusqu'à présent est suffisant pour justifier la présence de guérilleros dans les montagnes vénézuéliennes et, en effet, il importe de souligner que la guérilla, au Venezuela, est le produit d'un facteur extérieur : Cuba, qui a vu, dès le premier instant, dans le Venezuela, une tête de pont idéale pour prendre pied sur le continent. La majeure partie des intérêts nord-américains en Amérique latine se trouve au Venezuela. Des 7 000 millions de dollars que l'on estime investis par l'Oncle Sam en Amérique latine, 3 000 millions soit 43 %, sont au Venezuela, dont la majorité dans l'industrie extractive. Le Venezuela est donc le talon d'Achille des U.S.A. en Amérique latine et cela explique tant d'efforts, de la part de Cuba et des ennemis internationaux des U.S.A. pour obtenir le renversement d'un gouvernement qui s'est aligné inconditionnellement sur les directives de Washington et ne s'est pas enhardi, comme par exemple le Mexique en 1938, à se déclarer majeur en ce qui concerne l'exploitation du pétrole.

La présence de guérilleros au Venezuela n'est pas, à proprement parler, le fruit d'un régime d'oppression au sens large généralement admis. Beaucoup plus oppresseur était le régime de Perez Jimenez antérieurement, celui de Manuel Odria au Pérou, celui des Somoza au Nicaragua, celui de Castillo Armas au Guatemala, etc... et pourtant les guérilleros étaient inconnus dans tous ces lieux. L'explication, il faut la trouver, je le répète, dans la présence d'une Cuba communiste engagée à « exporter » la révolution vers quelques pays magnifiquement prédisposés par l'incapacité, quand ce ne sont pas les injustices, de leurs gouvernants.

Il faut encore ajouter quelque chose en ce qui concerne l'implantation de guérilleros au Venezuela. Le temps que passent les opposants armés dans les montagnes pourrait faire croire que leurs forces sont supérieures à ce qu'elles doivent être en réalité. « Sotto voce » on a laissé entendre que leur présence est une carte forte qu'exploitent les militaires pour obtenir satisfaction à leurs demandes et à leurs exigences. La guérilla étouffée, l'Armée n'aurait plus l'importance qu'elle se donne et sa présence ne se justifierait plus pour le soutien du régime. Il ne peut en être autrement : une institution qui absorbe 10 % du budget national (7) pourrait, avec un minimum d'effort, en finir avec le foyer guérillero, si on le lui proposait. Elle ne l'a pas fait car elle a besoin de la guérilla, comme le carabinier du contrebandier, pour justifier sa présence par un argument majeur.

Il se pourrait, cependant, que cette souris persécutée qu'a été la guérilla jusqu'à présent, face à un chat spéculateur et joueur, dont l'Armée joue le rôle, se transforme petit à petit en un rat énorme et féroce capable de faire perdre la face au chat.

Aujourd'hui est pleinement reconnue la version selon laquelle les survivants du « Gramma », et parmi eux Fidel Castro, auraient pu être facilement liquidés par l'armée de Batista si celui-ci se l'était proposé dès le début. Il n'en décida pas ainsi car la présence de guérilleros dans la Sierra Maestra était un rideau de fumée de ceux qu'a coutume d'exploiter un gouverneur oppresseur pour justifier la répression contre les avant-gardes révolutionnaires et l'opposition en général. Quand il décida le contraire, il était déjà trop tard et Batista doit méditer son erreur dans l'ambiance paisible de l'île de Madère, loin de ses domaines.

Les guérilleros vénézuéliens, en plus de l'aide directe qu'ils reçoivent par mer de Fidel Castro, entretiennent un contact étroit et sûr avec les guérilleros de Colombie et déjà contrôlent des zones considérables sur lesquelles ils imposent leurs lois. Le gouvernement presse fortement l'Etat-major de l'Armée de mettre fin à cette menace croissante mais l'Armée est rétive à ces prières et se contente de petites incursions montées en épingle par les journaux et dont le fruit est presque toujours plus spectaculaire qu'effectif.

Le gouvernement ne peut aller plus avant dans ses exigences car il n'a pas intérêt à ce que l'homme au sabre s'irrite. Alors, il mobilise désespérément ses moyens diplomatiques pour que l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) condamne le régime de Cuba au moment où un autre organe et instrument politique, comme l'est le syndicat officiel du pays, la Confédération des Travailleurs du Venezuela (C.T.V.) mène à bout le boycott des bateaux qui font escale à La Havane et obtient que l'O.R.I.T. (Organisation Régionale Interaméricaine des Travailleurs) dans son récent congrès de Mexico prenne aussi des mesures coïncidant avec ledit boycott.

Cette situation embrouillée de la politique vénézuélienne fait, que de l'extérieur, on ne sait pas toujours mettre au point avec netteté et objectivité. Jean-Paul Sartre, par exemple, est tombé dans un ridicule appréciable en citant « la guérilla du Venezuela » comme motif de refus à l'acceptation du Prix Nobel de littérature (8). Même dans les milieux libertaires on lit souvent des études de la situation vénézuélienne, tantôt favorables à la guérilla, tantôt favorables au gouvernement.

Il est rigoureusement nécessaire que « Le Libertaire », lorsqu'il assume un rôle de critique politique internationale, sache se situer à distances prudentes des zones d'influence, qu'elles soient capitalistes ou communistes. Il est logique que, dans les lignes générales et particulières, nous ne soyons pas d'accord avec les gouvernements, y compris les plus bénins du globe. Mais c'est une erreur de considérer qu'une guérilla manipulée par des intérêts étrangers en vue de l'établissement d'un régime aussi nuisible, puisse mériter notre appui inconditionnel. Le cas du Venezuela en est un exemple.

Victor GARCIA.

(Traduit par J. L. Gérard. Les sous-titres sont de la rédaction)

(1) M.N.R. : Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, arrivé au pouvoir en Bolivie en avril 1952 ; A.D. : Action Démocratique, au pouvoir au Venezuela en 1945 et en 1948.

(2) Sur un total de 1 385 000 suffrages, l'Action Démocratique en obtient 1 100 000, soit 79 %.

(3) Sur un total de 2 722 053 suffrages, l'Action Démocratique en obtient 1 284 092, soit 47 %.

(4) On recense 2 918 896 Vénézuéliens pour les élections et l'Action Démocratique obtient 957 699 voix. Le pourcentage descend à 32 %.

(5) On cite fréquemment le cas de propriétés achetées par l'Etat à des prix cinq et six supérieurs à une estimation équitable. Pour ces achats, le gouvernement nomme des experts. Mais ceux-ci sont si peu scrupuleux qu'ils exagèrent la valeur des biens et partagent avec le propriétaire la « plus-value » ainsi obtenue.

(6) Depuis la mort du général Gomez, le Bolivar valait 0,2985 Cts de Dollar (1 Dollar = 3,35 Bolivars) mais depuis 1960, la monnaie vénézuélienne a subi deux dévaluations. Aujourd'hui, le Bolivar vaut 0,2222 Cts de Dollar (1 Dollar = 4,50 Bolivars).

(7) Sur un total de 7 260 178 000, le ministère de la Défense absorbe 740 953 047 Bolivars.

(8) Dans le numéro 24 de la revue « Les Temps Modernes » (dirigée par J.-P. Sartre) paru en janvier dernier, on peut lire un article de Régis Debray : « Le castrisme, la longue marche de l'Amérique latine ». On y cite comme « zones stabilisées » par la guérilla les Etats de Lara et Falcon, ce qui est absurde à tous points de vue, de même que plus loin on affirme : « Les paysans sont à la fois cultivateurs de leurs terres et guérilleros... », véritable exagération d'une réalité qui ne répond nullement aux désirs de Sartre et Debray.

LIBERTÉ ET VÉRITÉ

(Suite de la page 10)

C'est de tels êtres que se bâtit la majeure partie de notre société. Leur irresponsabilité va jusqu'à légitimer la souffrance, l'injustice et l'esclavage.

Nous refusons à ce monde son droit à l'existence. Nous avons l'intime conscience de notre liberté et elle ne s'accorde pas de compromis. L'illusion triomphante qui assigne pour limites au monde les bornes de son étroitesse, de sa bêtise, nous la dénonçons comme illusion.

Avec ceux qui n'ont qu'une certitude : leur révolte, nous consacrerons nos énergies à la destruction de cet ensemble servile. Le scepticisme méthodique, l'élargissement théorique de la négation, le refus de l'affirmation souveraine comptent au nombre de nos armes. C'est dans ce mouvement de négation que la liberté retrouve sa force.

A ceux auxquels la liberté paraît détestable parce que l'homme leur paraît détestable, nous répondrons que c'est en lui que l'homme doit trouver la mesure de sa liberté. Elle n'est pas abandon, elle en est même tout le contraire. Et nous leur dirons aussi qu'il faut abolir les confort moraux, regagner le vécu, sa servitude et sa responsabilité, et que c'est à ce prix, peut-être, que le monde deviendra humain.

Jean-Marc THAUVILLON.

Une rectification sur E. Gutierrez Menoyo

Le camarade Gui Ségur a rédigé une note explicative sur la personnalité du combattant révolutionnaire Eloy Gutierrez Menoyo, qui, voici quelques mois tomba entre les mains des forces militaires et policières du dictateur cubain Fidel Castro.

Evidemment, les dates essentielles ont été extraites, par le camarade Gui Ségur, de la publication anarchiste uruguayenne « Voluntad », et du « Bulletin d'Informations libertaires » que nous, militants cubains, publions à Miami. Mais, deux erreurs, qui ne rendent pas une grande importance, doivent cependant être corrigées, pour éviter que quelqu'un n'accuse « Le Monde Libertaire » de manquer de sérieux dans ses informations.

La première est l'affirmation que : « Le 13 mars 1957, Gutierrez Menoyo participa avec Fidel Castro à l'attaque du Palais... » Ceci est erroné. Fidel Castro était à cette date dans la Sierra Maestra. En effet, il débarqua dans la province de Oriente, les premiers jours de décembre 1956, et ne quitta son refuge montagneux qu'en janvier 1959.

L'attaque du Palais eut lieu à La Havane, donc Fidel Castro ne put être présent lors de cette action révolutionnaire, la plus héroïque de toutes celles livrées contre la dictature de Batista. Non seulement Fidel Castro fut absent pour des raisons que nous pourrions appeler géographiques, mais encore pour des raisons idéologiques, car il n'était pas d'accord pour participer à cette tentative, décidée, préparée et réalisée par les hommes les plus aguerris du Directoire Révolutionnaire, qui, en majorité, étaient des militants révolutionnaires.

La seconde erreur consiste à dire que Gutierrez Menoyo « fut » l'un des premiers révolutionnaires de la Sierra de Escambray, où il lutta aux côtés des révolutionnaires ennemis de toutes dictatures, et qui se nommaient : José Antonio Echevarria, Fructuoso Rodriguez, Juan Pedro Carbó, Servia, « Machadito », Westbrook et Menelao Mora...

Tous ces combattants moururent à La Havane et non dans la Sierra de Escambray. Echevarria, face à l'Université, alors qu'il tentait de s'y réfugier, après avoir attaqué l'émetteur de radio CMQ et avoir demandé au peuple d'appuyer les forces qui, à ce moment, donnaient l'assaut au Palais. Rodriguez, Carbó, « Machadito », et Westbrook tombèrent sous les balles des sbires du commandant Esteban Ventura Novo, dans un appartement, au numéro 13 de la calle Humboldt, où ils se cachaient. Ils furent dénoncés par un espion communiste qui s'était introduit parmi eux, comme il fut démontré, voici quelques mois, lors du procès contre Marcos Rodriguez. Quant à Menelao Mora, il tomba aux côtés du frère aîné de Gutierrez Menoyo, face au Palais, quelques minutes après l'échec de l'insurrection.

Nous devons donner ces quelques précisions pour rétablir la vérité historique.

ABEL.

COSTA RICA :

Dans sa monographie sur Costa Rica, Francisco Gamboa signale les principales entreprises étrangères : la United Fruit Company (le plus important latifondiaire du pays), la Northern Railway Company, Pan American Airways, la Compagnie Royale Hollandaise d'Aviation, Tropical Radio, Standar Oil Co, Mead Johnson International, etc.

Ces entreprises étrangères investirent de 1949 à 1954, 25 millions de dollars. Sur les 1335 kilomètres de voies ferrées de Costa Rica, seuls 134 kilomètres appartiennent à l'entreprise nationale, les restes aux U.S.A. qui contrôlent complètement deux des trois ports principaux du pays : Golfito et Limon, l'autre étant Puntarenas.

Le peuple mène une vie des plus misérables. La mortalité infantile est l'une des plus fortes du continent. Seulement 38 % de nouveau-nés atteignent l'âge de un an, et plus de 55 % meurent sans assistance médicale. Selon Raul Bianco Cervantes 18 % de la population est atteinte de tuberculose, et ce pourcentage atteint dans certaines régions jusqu'à 50 %. Gamboa ajoute que 60 % de la population ne porte pas de chaussures. On consomme à Costa Rica 3 millions 800 000 litres d'eau-de-vie par an.

La United Fruit Company possède à Costa Rica 280 000 ha, officiellement. De cette superficie, 38 000 ha seulement sont cultivées. Le jour où ces terres seront distribuées aux paysans costariciens, le problème de la faim sera près d'être résolu. La seule vallée du Tempisque, d'une grande fertilité, pourrait produire assez d'aliments pour nourrir toute la population de Costa Rica, évaluée à 1 250 000 habitants. Mais cette riche vallée est entre les mains de quelques grands propriétaires. Une seule propriété de cette région s'étend sur 84 000 ha.

Les écoles sont inexistantes, et 50 % des enfants sont sous-alimentés. Le directeur de l'Hôpital de Limon, le docteur Brenes, a demandé aux autorités qu'elles ne lui envoient pas des médicaments mais plutôt du lait et des aliments, car les malades meurent de faim.

ESPAGNE :

M. A. Rengifo, directeur général de l'Institut espagnol de l'émigration, a déclaré qu'actuellement 620 000 ouvriers espagnols travaillent à l'étranger. En 1964, 170 000 ouvriers espagnols ont émigré à l'étranger (l'émigration « touristique », c'est-à-dire clandestine, représente encore un pourcentage élevé), tandis que 90 000 sont rentrés définitivement en Espagne. En général, 80 % des ouvriers espagnols émigrés en Europe occidentale rentrent définitivement en Espagne après un séjour de 3 ans.

Le directeur de l'Institut rappelle que les transferts financiers réalisés par les ouvriers espagnols émigrés se sont élevés à 237 millions de dollars en 1964. En fait, compte tenu des montants en devises transférés directement en Espagne par les ouvriers espagnols, l'émigration a représenté un apport total en devises de l'ordre de 380 millions de dollars pour 1964.

Et le fonctionnaire franquiste

conclut son rapport en estimant que l'émigration constitue un bénéfice pour l'Espagne.

HONDURAS :

La dictature militaire que dirige le colonel Osvaldo Lopez Arellano fait régner sur ce malheureux pays un régime de terreur qu'appuient les Américains. Deux militants paysans, Manuel et Angel Cabrerias viennent d'être arrêtés et sauvagement torturés par la police politique du régime. Le rôle joué par les U.S.A. dans l'arrestation de deux militants révolutionnaires est flagrant. La ville de Progreso où vivaient et luttaient les frères Cabrerias est située sur un territoire appartenant à la United Fruit Company qui n'avait jamais pardonné à ces deux hommes d'avoir lutté pour la réforme agraire, et de continuer leur action émancipatrice parmi les populations de la zone. Un agent de la compagnie américaine les dénonça comme « ennemis du régime ». Les frères Cabrerias sont toujours au fond des prisons de la dictature, on ne sait plus rien d'eux.

LES DEUX AMERIQUES :

Les statistiques, pas toujours très précises, indiquent que l'Amérique latine « se mange elle-même » tout en dépensant des quantités fabuleuses de devises pour acquérir les fameux « surplus agricoles » nord-américains, sans que ceux-ci améliorent pour autant le niveau alimentaire de ces populations.

Le Bulletin de la F.A.O., fait ressortir que, alors que l'Europe et l'U.R.S.S. ont poursuivi l'augmentation de leur production alimentaire, les U.S.A. accusent une légère baisse.

La quantité de lait disponible par habitant, en Amérique latine, est plusieurs fois inférieure à la moyenne mondiale. Les Etats-Unis basent, en grande partie, leur prospérité sur l'exploitation des pays situés au sud du Rio Bravo.

Pour acheter un kilo de pain, il faut travailler sept minutes aux Etats-Unis, mais deux heures au Salvador. Pour payer un kilo de viande, vingt minutes de travail suffisent aux U.S.A., mais l'ouvrier colombien doit travailler quatre heures et demie. Un Yankee travaille cinq minutes pour acheter un litre de lait, au Salvador il faut cinquante-deux minutes. Ces chiffres ont été transmis par l'Organisation des Etats-Unis pour l'Agriculture et l'Alimentation.

En vente à
La Librairie Publique
par J.-R. LANEN
et
N.-J. LEITNER
Dictionary of
American and french
slang
Prix : 30 F

ITALIE

— Le 16 mai, à Carrare, s'est constitué la F.G.A.I. (Federazione Giovanile Anarchica Italiana), section italienne de la Fédération internationale des Jeunesses libertaires.

— Fin mai s'est tenue à Bologne la conférence nationale de la F.A. italienne, à laquelle assistait un délégué du Mouvement libertaire cubain en exil. Sa présence a permis d'aplanir certaines divergences sur l'affaire cubaine, exprimées par deux périodiques de langue italienne. L'accord s'est fait sensiblement sur les mêmes points que ceux de la motion adoptée à Toulouse par le congrès de la F.A.

JAPON

Nos camarades de la Fédération anarchiste japonaise participent activement aux manifestations contre la guerre au Viet-nam. (Correspondance F.A.J.)

U.S.A.

« Views and Comments », organe de la Ligue libertaire des U.S.A., paraîtra, à partir de son prochain numéro, sous le titre « The Anarchist ». (« V. and C. »)

Notre affiche sur le VIÊT-NAM

Si
cela vous regarde
pour des intérêts financiers
pour maintenir des bases
pour satisfaire à la démence
militaire
l'Amérique intervient
au Viet-Nam
comme la Russie l'avait fait
en Hongrie.
Les Etats ont toujours
constitué un péril de mort
pour les hommes.

AU FOU
demain c'est le monde
qu'ils peuvent faire sauter.
Paix au Viet-Nam !
Paix dans le monde !

RÉSOLUTION SUR CUBA

Le Congrès de la Fédération Anarchiste, réuni à Toulouse les 5, 6 et 7 juin, après avoir entendu un camarade du Mouvement Libertaire Cubain en exil,

— RAPPELANT les diverses informations parues depuis plusieurs années dans « Le Monde Libertaire » ;

— CONSIDERANT que la Révolution qui triompha à Cuba en janvier 1959 fut la conséquence de la volonté et de l'action de l'immense majorité du peuple cubain, exprimées par divers mouvements révolutionnaires qui aspiraient à un régime de liberté et de justice économique ;

— CONSIDERANT que les aspirations du

peuple cubain à la liberté et à la justice, et les espérances fondées sur la révolution cubaine, ont été détournées de leur but par des dirigeants qui ont imposé une contre-révolution marxiste-léniniste ;

— CONSIDERANT que l'opposition la plus importante et la plus héroïque à ce régime provient des ouvriers et des paysans ;

CONFIRME sa condamnation de la dictature castriste-communiste dont le régime de terreur et d'oppression a étranglé la Révolution et imposé un système contre-révolutionnaire étatique qui étouffe les aspirations du peuple cubain à la liberté ;

APPORTE son soutien au Mouvement Liber-

taire Cubain en exil dans sa lutte contre le régime castriste ;

APPUIE la campagne que les camarades anarchistes cubains ont entreprise pour faire cesser les exécutions et obtenir la libération de tous les emprisonnés politiques et sociaux ;

DENONCE ceux qui luttent contre Castro seulement pour rétablir à Cuba une dictature fasciste ou un régime à la solde du gouvernement des U.S.A. ;

ENGAGE les militants de la Fédération Anarchiste à faire connaître aux travailleurs français le sort qui est fait à leurs frères cubains.

Les origines de notre journal (VI) par L. LOUVET

LES années noires de l'anarchisme, dont il fut question dans le dernier article paru ici, comportaient deux sortes de victimes : 1° celles qui furent la proie des gendarmes et des bagues ; 2° celles qui portèrent leur tête sous le couperet de la guillotine. Or, si Le Libérateur franchit sans difficulté le stade des campagnes pour la libération des victimes de la première sorte, l'ère des anniversaires concernant les « morts pour l'idée » se révéla beaucoup plus délicate.

Un journal — même anarchiste — est contraint de se plier à certaines données, à certains thèmes fondamentaux. C'est là l'obstacle le plus dangereux, le plus susceptible de laisser le lecteur qui ne se rend pas toujours compte du nombre d'écueils à éviter, des obstacles à surmonter. L'actualité, elle-même, a son bon et son mauvais côté et il faut la prendre telle qu'elle se présente. Les élections en sont un exemple.

En mars 1896, on renouvelait sous peu les municipalités et il fallait alors présenter au public la thèse anarchiste. Que dire de nouveau sur la question du suffrage populaire ? Sinon ressasser des vérités évidentes. Le journal de Sébastien Faure s'y employa de son mieux avec son dix-huitième numéro, portant en manchette : « PLUS DE MAÎTRES ! » Edité sur papier orange, il tira — selon son dire — à 500 000 exemplaires avec, en quatrième page, un manifeste abstentionniste destiné à l'affichage dans les plus grandes villes jusqu'aux plus modestes bourgades. L'expérience a été fort souvent renouvelée depuis soixante ans.

De cette époque datent certaines conférences retentissantes, quelques écrits aussi qui n'ont guère vieilli, et qui, de nos jours encore, sont diffusés par la brochure : L'anarchie, sa philosophie, son idéal, discours que présenta Kropotkine — venu à Paris invité par une société savante — à Tivoli Vauxhall devant un public enthousiaste le 6 mars 1896 ; l'immoralité du mariage publié par René Chagny dans le n° 20 du Libérateur ; la conférence de Sébastien Faure : Les crimes de Dieu, qui remua la France entière à une époque où l'O.R.T.F. n'endormait pas à domicile un immense public, pas très difficile quant au choix de programmes qui lui sont d'ailleurs imposés.

A signaler aussi en passant la publication dans l'organe anarchiste de plusieurs pièces des Soliloques du Pauvre, de Jehan Rictus — auteur qui s'est fortement égaré par la suite — avant la parution de ce recueil de vers en librairie. Egalement, et pour notre étonnement, un article, vociférant, d'E. Janson contre Paul Robin, « Homme socialement hémiplegique », d'après cet auteur qui finit dans la peau d'un réactionnaire fiévreux.

Pour son numéro 28 et les articles consacrés aux anniversaires sanglants de l'exécution d'Emile Henry et du massacre des communards en 1871 est inaugurée la série des poursuites pour menées anar-

chistes qui, sempiternellement, jusqu'à nos jours, se succéderont au gré des gouvernements, dont le zèle répressif perdure malgré l'inutilité manifeste de ces tracasseries.

Des lois — dites scélérates — avaient été votées. On les appliquait pour la première fois à la presse et c'est Le Libérateur qui en faisait les frais. S'estimant, pour le moins, en danger par le rappel de faits datant de deux années l'arrestation de Louis Matha, gérant du journal anarchiste, est décidée dans les sphères dirigeantes, sous le prétexte « d'apologies de faits qualifiés crimes ». Ayant pu se procurer la copie de l'ordre d'arrestation de son gérant, la feuille libératrice la publie dans son trente-quatrième numéro en annonçant la comparution en correctionnelle de Matha qui, d'ailleurs, faisait opposition (1).

Les poursuites sont provoquées pour deux articles. Le premier est signé A. Sedro (anagramme de Bordes) et intitulé : « Les morts qui vivent ! » ; il comporte quatre colonnes du journal, le ton en est mesuré, mais le Parquet en a jugé autrement puisque 6 passages, représentant en tout une demi-colonne, l'ont hérissé au point de les trouver dignes de la 9^e chambre correctionnelle.

Le second est dû à la plume d'Eugène Lephay — qui réside à l'étranger — dont le titre : « Un précurseur » et 5 passages ont également indisposé les autorités judiciaires.

Lephay disait en substance que... les actes d'Emile Henry se réclament d'une logique si implacable et révélaient un tel caractère de légitimité que ni la loi, ni toute autre considération nécessairement secondaire, ne peuvent empêcher de les saluer au passage au nom de la saine raison. Aussi : « Combien Henry est grand et sympathique qui tue pour une idée, avec foi et conviction, à côté de l'officier, du soldat, ou de l'exploitateur moderne, tuant sans but, par simple question de lucre, comme le chourleur qui, lui, plus modeste, se passe de la gloire que ces produits de la bourgeoisie récoltent en servant la mort... »

Sedro, moins direct, n'est pas ménagé pour autant puisque ces quelques lignes plus philosophiques que polémiques n'en sont pas moins poursuivies : « Je laisse à la conscience de chacun le soin de se faire une opinion sur l'acte de Caserio ; la mienne n'a pas besoin de s'affirmer, c'est celle de tout anarchiste. » ... « Il faut que tout le monde mange à sa faim ! ou il faut renverser la marmite ; la société ne peut exister qu'autant que tous les membres qui la composent ont les mêmes droits à la vie... » ... « Voilà pourquoi nous saluons dans Emile Henry un des plus énergiques champions de l'émancipation sociale, de l'anarchie ! »

Energique champion en effet cet Emile Henry et aussi rédacteur remarquable de « déclarations » que la propagande anarchiste a revendiquées à de nom-

breuses reprises en les éditant et en les rééditant. On y lit, entre autres, des lignes vengeresses succédant à d'autres d'une réelle grandeur. Par exemple : « Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié. Nous donnons la mort, nous saurons la subir. Aussi c'est avec indifférence que j'attends votre verdict. »

« Vous avez pendu à Chicago, décapité en Allemagne, garrotté à Jerez, fusillé à Barcelone, guillotiné à Montbrison et à Paris, mais ce que vous ne pourrez jamais détruire, c'est l'anarchie. Ses racines sont trop profondes ; elle est née au sein d'une société pourrie qui se disloque, elle est une réaction violente contre l'ordre établi. Elle représente les aspirations égalitaires et libertaires qui viennent battre en brèche l'autorité actuelle, elle est partout, ce qui la rend insaisissable. Elle finira par vous tuer. »

Aux anniversaires sanglants en succédaient d'autres. Le n° 39 annonçait la publication pour la semaine suivante d'un numéro consacré à Caserio et au Procès des Trente contenant les portraits dudit Caserio et de sa victime Sadi Carnot, le tout accompagné de notes biographiques. Il n'en fallait pas plus pour alerter la gent policière. Saisie du journal, poursuites nouvelles apparemment sans effet puisque, avec des hauts et des bas, Le Libérateur devait continuer sa publication durant encore un demi-siècle.

Voilà, quant aux origines, ce qu'il y avait à dire à mon avis et quant au principal. Bien entendu, au cours de sa longue carrière, Le Libérateur donnera encore du fil à retordre aux gouvernants de tout poil et de tout horizon. Il participera par ses articles, par ses campagnes, à la vie publique française au côté des autres organes anarchistes. Son rôle ne sera pas mince dans un grand nombre d'affaires ou d'événements qui défrayeront la chronique sociale. Sans doute serait-il utile d'en faire le récit pour l'édification des jeunes militants.

Encore faudrait-il ne pas voir, dans ces évocations d'une autre époque, simples radotages d'une vieille barbe !

(1) Intérieur à préfet, Bordeaux.

« Il y a mandat d'arrêt décerné par M. Meyer contre l'anarchiste Matha, impliqué dans la poursuite contre le journal Le Libérateur pour apologie du crime de meurtre. »

« Veuillez faire arrêter cet individu, le mettre à la disposition de l'autorité judiciaire et me rendre compte des que l'arrestation aura été opérée. Si Matha avait quitté Bordeaux, il conviendrait de télégraphier aux commissaires spéciaux des frontières de terre et de mer et de le faire arrêter. »

Librairie PUBLICO

Demandez-nous vos livres, vos disques.

Vous ne les paierez pas plus cher et vous nous aiderez
3, rue Ternaux, Paris (11^e)

C.C.P. Paris 11289-15
Téléphone : VOLTAIRE 34-08
Les frais de port sont à notre charge
(Pour tout envoi recommandé, ajouter 0,60 F aux prix indiqués.)

VIENT DE PARAÎTRE

Mikhaïl BAKOUNINE
Les conflits dans l'Internationale (1872).
Archives Bakounine II... 104
Maurice DOMMANGET
Le curé Meslier 30
Victor SERGE
L'an I de la révolution russe 27
Henri-David THOREAU
ou l'homme révolté 2
« NI DIEU, NI MAÎTRE »
Anthologie des textes anarchistes
présentée par Daniel GUERIN
EN SOUSCRIPTION 36
C.C.P. Librairie Publico 11 289 15
Paris

COLLECTIVISATIONS

L'œuvre constructive de la
Révolution Espagnole
(1936-1939)
Recueil de documents de la
C.N.T., 5,50 F à la librairie
PUBLICO

BAKOUNINE M. :
La liberté (choix de textes) 3

PAYNE S. G. :
Histoire du fascisme espagnol 21

HISTOIRE

LA COMMUNE

Le « Journal officiel »
de la Commune (1871) 32,00
DOLLEANS E. :
Histoire du Mouvement
ouvrier (1^{er} tome) 9,00
DOMMANGET M. :
Hommes et choses de la
Commune 4,00
LISSAGARAY :
Histoire de la Commune 32,00
MAITRON J. :
De la Bastille au Mont-
Valérien (Promenade
à travers Paris révolutionnaire) 15,00
ROUGERIE J. :
Procès des Communards 4,80
THOMAS E. :
Les Pétroleuses 13,00
VALLES J. :
Le Tableau de Paris 13,00
L'Insurgé 3,30
WINOCK et AZEMA :
Les Communards 4,77
1870-1871 :
La Commune et la
Presse 7,50

PHILOSOPHIE SCIENCES-ESSAIS

Le crépuscule des magiciens
(2^e éd.)
Le cas « Planète »
avec une lettre autographe de
Jean Rostand

FAUCIER N. :
La Presse quotidienne 15

Maurice FAYOLLE REFLEXIONS SUR L'ANARCHISME

Dans cette brochure, un militant fait
le point d'un siècle d'anarchisme face
à l'évolution globale des sociétés.

Prix : 2,50 F

En vente : Librairie Publico
3, rue Ternaux, PARIS (11^e)

ROMANS

LIVRE DE POCHE

DARIEN G. :
Le Voleur (préface d'A.
Breton) 6
La belle France 3
GUERIN D. :
Un jeune homme excentrique 2,50
QUENEAU R. :
Bâtons, chiffres et lettres. 4,80
ARNAUD G. :
Le voyage du mauvais laron 2
FOUREST G. :
La négresse blonde 2
JOYCE J. :
Ulysse 4,50
*
Au petit bonheur, la France,
album de photographies de
René Maltete 21

POESIES

Benjamin PERET
Le déshonneur des poètes 3
T. SIX
Le peuple au peuple, poème
illustré par Masson 32

BROCHURES

HAN RYNER :
Catechisme laïque 2
Contre les religions des
Eglises 1
Brochure italienne :
Il progresso della Suenza
e la chiesa di Roma 1
Il Canero della guerra... 1

DISQUES

Nouveautés

Album Boris VIAN
édition à tirage limité
INTEGRALE Vol. I
3 disques 33 tours 98
Bibliographie. Discographie.

Camarades, vous ne partirez pas en vacances sans emporter des livres. N'oubliez pas que notre boutique peut vous procurer tous ceux que vous désirez. Vous ne les paierez pas plus cher et vous nous aiderez. — PUBLICO.

BRASSENS G. :
Les Copains d'abord ; Le
Mouton de passage
(45 T) 9,65
Tous les Brasseus.
BARBARA :
Ce matin-là ; le Verger en
Lorraine (45 T) 9,65
FERRE L. :
Ni Dieu, ni Maître (45 T) 9,65
FANON :
La Petite Juive ; Tête de
quoi... (45 T) 9,65
CHANTS de la Révolution
cubaine (33 T) 26
Chants de la Révolution
mexicaine (33 T) 26
*
D'AVRAY CH. (disque du
souvenir) 16
BREL J. :
33 T. Jef — Les bonbons.
CAMILUS A. vous parle
(33 T) 28,50
CELINE L. F., par Arletty,
Michel Simon (33 tours).
Chants populaires de l'U.R.
S.S. 10
Canti Anarchia
I 9,30
II 9,30
III (33 T) 15
FAURE S. : Naissance et
mort des Dieux (45 T) 8,00
MONTERO G. : En sortant
de l'école — Chanson pour
les enfants, l'hiver — Et la
fête continue — Et puis
après — Les enfants qui
s'aiment 22,90
Chante Aristide Bruant
(33 T) 22,25
Chante Mère Courage (45
tours) 11
MORELLI M. interprète les
chansons de Mac Orlan
(33 T) 22,25
Chante J. Rictus et G. Cou-
té (33 T) 22,25
PHILIPPE G. interprète :
Le Petit Prince (33 T) 22,25
Don Quichotte (33 T) 22,25
PREVERT J. : Chansons in-
interprétées par E. AMADO,
M. ARNAUD, G. MONTE-
RO et C. VAUCAIRE
(33 T) 22,25
SAUVAGE C. : Chansons de
cœur, chansons de tête. 25
Récital 22,50

Benjamin Peret est toujours parmi nous

« Le cœur de Benjamin Peret est au carreau du temple, ce que la pique crachant la tête de la princesse de Lamballe est au treble incarnat. »

André Breton.

Benjamin Peret n'était pas un anarchiste. Mais ce poète révolutionnaire qui depuis 1920 avait participé à toutes les insurrections de l'esprit était un militant révolutionnaire. Le hasard de la lecture nous a permis de retrouver le mince fascicule « DE LA PART DE PERET » qui fut publié par ses amis en réponse aux insultes qu'un malhonnête homme répandait alors dans la presse à gages. De ce fascicule du souvenir et de l'amitié, nous publions aujourd'hui deux extraits qui feront voir à nos jeunes camarades qui ne l'ont pas connu, quel homme fut Benjamin Peret : un poète et un révolutionnaire.

Suzy CHEVET.

« Le poète actuel n'a pas d'autre ressource que d'être révolutionnaire ou de ne pas être poète, car il doit sans cesse se lancer dans l'inconnu ; le pas qu'il a fait la veille ne le dispense nullement du pas du lendemain puisque tout est à recommencer tous les jours et que ce qu'il a acquis à l'heure du sommeil est tombé en poussière à son réveil. Pour lui il n'y a aucun placement de père de famille mais le risque et l'aventure indéfiniment renouvelés. C'est à ce prix seulement qu'il peut se dire poète et prétendre prendre une place légitime à l'extrême pointe du mouvement culturel, là où il n'y a à recevoir ni louanges ni lauriers, mais à frapper de toutes ses forces pour abattre les barrières sans cesse renaissantes de l'habitude et de la routine. »

Extrait de la préface à une anthologie des mythes, légendes et contes populaires d'Amérique (mai 1943).

DANS LE VENT

Une cour pavée de thermomètres oscillant du froid à la chaleur.
Devant une maison en ressorts de [montre toujours en mouvement dont la porte en yeux de biche affolée donne sur une pièce aux rideaux de [vin rosé plus frais qu'un placard meublée d'une table en déchirants cris d'ofraie
de chaises en gueules de loup prêtes à tout engloutir
d'un fauteuil taillé dans un pain de [sable au regard angélique et d'une armoire en cirage étoilé de [fraises des bois
Tout donne à penser que cette maison [qui mugit sous le coup de midi sonné par le clairon d'une taupe étoilée
alors que le soleil éclate en milliers de [gouttes d'eau
est habitée par un épars au chapeau [de crème fraîche
qui salue d'un signe protecteur de la [main
les carrières abandonnées se recom- [mandant à son bon souvenir
les mousses à la gueule humide de [convoitise
qui se barbouillent le nez de bulles [de savon
et les glands de chêne qui tombent [en pâmoison devant lui
à cause du nuage de flèches qui jai- [lit à ses yeux
et répand une ombre en pétrole brut qui dissout les hannetons frisés
et les barques s'enfuyant au fil de [l'eau
fil à plomb
fil à fil
file doux sinon gare.

Benjamin PERET.

VARIÉTÉS

« A la fontaine des 4-saisons »

Nous reparlerons bientôt de cette Fontaine là, laquelle, sous la houlette de notre ami Raymond Daba, nous donne un programme de choix, un programme insolite et intelligent où Les Garçons de la Rue, comme toujours, remportent l'adhésion de tous.

Mais une jeune artiste, que nous avons déjà entendue dans nos galas, brille tout particulièrement. C'est Brigitte Fontaine. Sa drôlerie toute neuve, ses talents d'authentique comédienne, la nouveauté de ses propos sont un appoint certain et très apprécié pour le succès du programme.

S. C.

CINÉMA

La colline des hommes perdus

ILS sont à quatre pattes, le dos voûté, suants mais silencieux. Le nez dans la poussière, ils exécutent des mouvements d'ensemble sans suite logique apparente. Ils marchent en colonne, sautent, grattent le sol avec leurs ongles. Ce sont des animaux sans aucun doute, quoique leur morphologie s'apparente assez à celle de l'homme. Le soleil est assourdissant et le vent brûlant. Quelques cris fusent de part et d'autre.

La stupéfaction est immense ! L'un d'eux au prix de très grands efforts se dresse sur ses deux pattes arrière. Il vacille, fait quelques pas mal assurés, se cabre, gonfle ses poumons et crie : « Je suis un homme, un homme pas une bête ! »

Spectacle impressionnant où un homme conscient exige d'être traité

comme tel, et où l'on voit son camarade de cellule adopter la même attitude. Il n'accepte plus les ordres quels qu'en soient les ordonnateurs. Il ne reconnaît plus la hiérarchie militaire. Il rejette l'armée tout entière. Il l'ignore et se déclare ne plus y appartenir. C'est le cri de victoire de l'homme libre, qui vient de prendre conscience de sa liberté. Moment splendide qui voit la raison prendre le pas sur la médiocrité, où l'individu devient homme et où le sergent est totalement désarçonné devant celui qui n'accepte plus les règles du jeu.

Cette scène se passe dans un camp disciplinaire anglais. C'est la guerre. Les prisonniers sont des voleurs, des déserteurs ou des tire-au-flanc. Les gardiens, des brutes sadiques, des tortionnaires qui ont en commun avec tous les bourreaux du monde une

imagination extrêmement fertile. Cinq nouveaux pensionnaires arrivent. L'objectif de la caméra va saisir leurs comportements respectifs et à travers eux celui d'une société. Trois d'entre eux acceptent l'avilissement comme tous les autres. On assiste alors à ce spectacle grotesque et révoltant à la fois, qui voit quelques centaines d'hommes-obéir aux ordres les plus humiliants d'une poignée d'individus. Les deux autres s'y refusent. Ils sont hommes et veulent le rester. Peut-être n'en avaient-ils jamais pris conscience auparavant, mais qu'importe ! Pour cela ils vont engager une lutte sans merci avec le milieu extérieur comme avec les leurs.

Allez voir ce très grand film. Grand à tout point de vue : scénario, images et acteurs sont remarquables.

Claude FAURE.

RADIO

ON continue au cirque de Passy de muter et de promouvoir ; dans le jargon gouvernemental, on appelle cela « stabilité ». Cependant, les plus convaincus, abasourdis par le rythme des rotations et des déménagements successifs ne peuvent plus suivre. Pensez donc, pour des jeunes, passe encore, mais à l'âge du père Wladimir d'Ormesson (S.-et-O.) ce n'est plus possible. Le pauvre ne reconnaît plus personne dans la maison d'une réunion à l'autre, aussi a-t-il laissé entendre qu'il allait démissionner (villain déserteur), ce qui bien sûr ne changera rien à l'indigence des émissions radio et T.V.

On parle de la fondation d'un comité de sauvegarde de la radio que d'éminentes personnalités de gauche animeraient. Sans trop y croire nous leur souhaitons beaucoup de courage et de succès.

A la suite des changements et nominations dont nous parlons plus

haut, Louis Mollion, le sympathique producteur du « bureau des rêves perdus », se voit confier la responsabilité des émissions parlées avec un adjoint pour chaque chaîne. Espérons que ce ne sera pas une manœuvre destinée à freiner les ardeurs d'un des rares hommes de radio qui ont « quelque chose à dire » et qui le disent bien.

« Analyse spectrale de l'Occident » (France-Culture samedi 14 heures) nous a présenté le 12 juin « La Commune ». Un certain nombre d'écrivains et de sociologues ont apporté leur point de vue. Nous ne nous étendons pas sur ceux qui essayèrent de minimiser ou travestir cette grande épopée, leur ton doctoral a probablement écarté de leur façon de voir nombre d'auditeurs, rien n'est plus désagréable à l'oreille qu'un bourgeois parlant de la chose ouvrière.

Par contre Pierre Descaves commente de façon vivante les livres de

son père Lucien, notamment « la colonne ». Lucien Descaves écrivait grâce à des témoignages directs des pages où l'humour se mêle à l'émotion. Henri Guillemin qui est l'auteur d'un ouvrage en trois volumes sur la Commune, fut certes le meilleur, avec son langage familier mais pathétique. En l'écoutant on sent qu'il participe cordialement à la douleur des victimes de la répression versaillaise. Un honnête homme que nous aurons du plaisir à retrouver aux « rendez-vous littéraires de Radio-Bruxelles. »

J.F.S.

DISQUES

« Les oiseaux de proie »

LA pochette est simple, sans luxe tapageur, mais le disque (1) qu'elle contient est de qualité. La qualité, on la devine en lisant les titres des poèmes insérés dans la cire de ce microsillon, qualité de choix d'abord, Apollinaire, Aragon, Brecht, Gérard Cléry, Charles Cros, Jacques Prévert et d'autres, en tout quatorze pièces d'une grande unité de ton qui montrent éloquentement où ces jeunes veulent en venir.

Qualité de l'interprétation aussi, les deux récitateurs Nelly Marengo et Michel Fister ont de belles voix et une diction parfaite. L'idée de fond sonore est excellente, Jean-Pierre Kraenker à la contrebasse et Jacques Juskowiak à la batterie soulignent judicieusement et avec une discrétion qui les honore, les vérités que préfèrent leurs amis.

Un coup d'essai qui est un coup de maître.

Un disque que tous nos amis amateurs de poésie voudront mettre dans leur discothèque.

J.-F. STAS.

(1) En vente à la Librairie Publico, 3, rue Ternaux, Paris-11^e.

TÉLÉVISION ESOPE

CLAUDE SANTELLI, qui est sans doute l'un des meilleurs hommes de la Télévision française, avec E. Lalou, Roger Louis et Stelio Lorenzi, nous avait rarement déçu avec son « Théâtre de la Jeunesse ». Cette fois encore, « Esope » fut une réussite, à la fois par le choix du sujet, le jeu des acteurs et la réalisation d'Eric Le Hung, nouveau promu.

C'est l'histoire de ce fabuliste antique, inférior socialement par sa condition d'esclave et, de surcroît, d'une laideur physique extrême, dont les seules qualités étaient celles de l'esprit et du cœur. Ses fables l'ont conduit à la notoriété, puisque La Fontaine s'en est inspiré, mais aussi, selon la version d'Yves Jamiaque, l'ont promu malgré lui conseiller intime du roi Crésus, promotion qui aboutira à la mort violente, dont il évita de se préserver, la femme qu'il aimait l'ayant trahi pendant son exil.

Thème et personnage attachants, réalisation excellente, intention satirique, non sans résonances actuelles : une réussite.

J. S.

Maurice LAISANT



QUE PEUT LA LITTÉRATURE ?

Simone de Beauvoir, Yves Berger, Jean-Pierre Faye, Jean Ricardou, Jean-Paul Sartre, Jorge Semprun (Edition de l'Herne).

QUE peut la littérature ? 5 000 étudiants s'étaient réunis dans la grande salle de la Mutualité. A la tribune, des intellectuels de gauche parlaient.

Ce débat, la collection l' « Inédit 10-18 » vient de le publier et si on peut une fois de plus constater l'extraordinaire magie du verbe, on doit bien convenir que ce verbe, la lecture ne le soutient pas toujours. A vrai dire, les distingués intellectuels que nous lisons, emploient un vocabulaire spécial, une phraséologie étirée, une dialectique torturée, un langage ésotérique pratiqué dans les cénacles qui se serrent autour du clocher de Saint-Germain-des-Près mais à peu près incompréhensible pour le simple mortel. Et lorsque nous refermons le livre, nous sommes restés sur notre faim.

Que peut la littérature ? Les écrivains ont essayé de nous l'expliquer et même s'ils n'y sont pas parvenus, leurs propos méritent qu'on s'y arrête un instant. Constatons avec Jean Ricardou que le problème de la littérature tourne autour de deux formules : « l'art pour l'art » ou « l'art pour l'homme » chacun apportant à l'une ou l'autre de ces formules des aménagements qui ne parviennent pas à les rendre plus claires mais qui soulignent l'originalité intellectuelle de celui qui les propose.

Pour Jean Ricardou, écrire « c'est dire que l'homme existe ». Bon ! Jean-Paul Faye nous explique « que la littérature ne peut rien ». Yves Berger également et alors on se demande un peu pourquoi ces écrivains engagés écrivent ? Pour Jorge Semprun, « la littérature a un pouvoir de contestation ». C'est déjà mieux, même si l'exposé des motifs reste obscur. Ces quatre écrivains bourrent leur texte de citations de Marx, d'exemples empruntés à l'expérience communiste en Russie, de références à l'œuvre de J.-P. Sartre leur maître. Il est regrettable que pour les besoins de leur cause, aucun d'eux n'ait pensé à citer Léon Trotsky dont Maurice Nadeau vient de republier chez Julliard l'excellent ouvrage sur la littérature.

Simone de Beauvoir voit clair et son langage est simple. Déjà le père France nous disait que la littérature était d'abord la simplicité ! Il est vrai que pour nos littérateurs qui travaillent dans le génie, le père France... pas ! Simone de Beauvoir nous dit « que la littérature est une activité qui a pour but de dévoiler le monde ». Voilà une phrase claire à laquelle nous pouvons souscrire et qui nous semble faire avancer le problème. Hélas, ça ne pouvait pas durer et plus loin, elle va nous expliquer « que ce monde qu'il nous faut dévoiler est « une totalité détotalisée » ! Mais heureusement, elle revient vite à une définition plus claire et logique : « La littérature peut sauvegarder contre la technocratie et la bureaucratie, ce qu'il y a d'humain dans l'homme » encore que tout ce qui est dans l'homme soit humain et que ce qu'il y a d'inhumain en lui soit un apport extérieur, mythe, doctrine, religion, etc., on peut acquiescer à cette formule, et on peut penser qu'elle suffit à elle seule à rendre la littérature irremplaçable.

Avec Jean-Paul Sartre nous retombons dans le galimatias. Nous trouvons en particulier à la page 120, une histoire « de signe force » qui vaut son pesant d'or. Pourtant l'écrivain madré abandonne un instant son argot particulier, touche une vérité profonde lorsqu'il nous dit : « le vrai problème n'est pas, comme on l'a souvent dit, que la littérature engagée se mette à parler de tout ce qui est en question dans l'univers social ; il s'agit simplement que l'homme dont on nous parle, qui est à la fois l'autre et nous-même soit plongé dans cet univers et qu'il puisse effectuer librement cette saisie de signification ». Mais tout cela est noyé dans une mer philosophico-littéraire en délire sur laquelle ballottent Robbe-Grillet, Butor. Le Manifeste communiste le subjectivisme, l'engagement ou le non-engagement, le théâtre populaire et j'en passe. Pour qui écrivent-ils donc, que veulent-ils prouver ?

Un livre à lire tout de même, car à

début de nous dire clairement « ce que peut la littérature », dont il nous renseigne utilement sur « ce qu'est la littérature engagée de notre époque ».

CULTURE

OU MISE EN CONDITION

de Hans Magnus Enzensberger

(Julliard éditeur)

Voici un ouvrage publié dans la collection que dirige chez Julliard Maurice Nadeau, et qui comme le précédent nous laisse insatisfait. Pourtant le sujet est ambitieux et s'inscrit dans les réalités du moment. Démystifier notre temps et en particulier la vie culturelle, voilà le propos de l'auteur. Il s'attaque aux mécanismes d'un grand quotidien, aux actualités filmées, aux livres de poche (je me propose de revenir dans un article sur ce sujet important) aux organisations touristiques. C'est très bien et l'on ne peut que l'approuver lorsqu'il dénonce les manies culturelles dont le but est d'abrutir d'abord et de fabriquer ensuite des esprits à la chaîne. Pourtant ce livre n'est pas convaincant et le lecteur le referme avec un sentiment de frustration. D'où cela vient-il ? Du caractère même de l'auteur, je suppose ! Celui-ci est un intellectuel. Il a traité ces sujets en intellectuel et sa critique reste une vue de l'esprit dans la mesure où il n'a pas vu ce que ces outils culturels, tout en déformant l'homme du peuple lui apportent et c'est particulièrement vrai pour le tourisme. Parbleu oui, nous sommes d'accord lorsque, avec ironie, il trace un impitoyable et véridique tableau du tourisme en troupeau, mais l'homme qui en bénéficie et qui participe avant même de penser à l'inconvénient de ce tourisme pense au temps où le tourisme était une chasse gardée d'où sa participation était exclue.

Le tourisme, la presse, les actualités, le livre de poche sont des faits sociaux avant même d'être des moyens culturels asservis par les classes dirigeantes, et voir leurs méfaits dans le domaine de la pensée sans comprendre les raisons sociales qui ont fait leur succès c'est passer à côté du problème et alors la critique judicieuse de l'auteur passe par-dessus la tête du gars qui se balade en autocar, qui ressent les inconvénients de ce moyen de transport mais qui sait qu'il n'a que ce moyen de se promener ou pas se promener du tout.

Et une fois de plus en lisant ce livre et en le complétant par notre expérience de travailleurs, nous ressentons combien l'esprit et le social doivent être étroitement liés et que c'est cette liaison qui conditionne l'évolution de l'homme.

LE DEUXIEME TOME DU DICTIONNAIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS EST PARU

Fidèle au programme qu'il s'est fixé, Jean Maitron (entouré de ses nombreux collaborateurs) vient de faire paraître le deuxième tome du vaste ouvrage auquel il s'est consacré.

Ce tome II (de la lettre D à la lettre L) mentionne les hommes de 1789 à 1864 ayant joué un rôle dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Tous nos lecteurs qui ont fait l'acquisition du tome I ne manqueront certes pas d'acquiescer le second et ceux qui suivront.

Rappelons que la collection doit comprendre en tout quatre périodes.

— De la Révolution française à la première Internationale.

— De l'Internationale à la Commune.

— De la Commune à la guerre de 1914.

— De la guerre de 1914 à 1939.

Quant à ceux qui ignorent l'existence d'une telle œuvre, ou que des raisons matérielles avaient privés de se la procurer, ils feront effort pour que cette œuvre unique figure dans leur bibliothèque.

BIBLIOGRAPHIE DE HEM DAY

(Edition Pensée et Action)

On n'est jamais si bien servi que par soi-même ! Hem Day nous le dit avec une souriante bonhomie dans la préface où il nous présente la bibliographie de Hem Day par Hem Day ? Et une fois de plus Hem Day a diablement raison.

L'ouvrage qu'il vient d'éditer et qui représente quarante années de travaux littéraires d'une vie tout entière consacrée à l'anarchie sera indispensable à tous les historiens qui voudront écrire sur notre mouvement. Est-ce à dire qu'il sera inutile aux autres. Bien sûr que non. Et pour ma part j'ai été extrêmement intéressé par le rapport sur « Quarante ans d'activité anarchiste en Belgique » et j'y ai vu une préface à l'important ouvrage sur l'activité des anarchistes de langue française qu'il faudra bien qu'un jour quelqu'un écrive. J'y ai même vu poindre l'espoir de voir un jour l'Histoire de l'anarchie écrite par un anarchiste, ce qui dans l'état actuel des choses serait peu banal et romprait avec les traditions.

De toute façon, notre ami Hem Day a été sage de s'occuper de lui-même. On voit qu'il sait à quel point les historiens sont redoutables avec leurs manies de s'occuper de choses qu'ils connaissent mal.

GEOGRAPHIE DE LA LIBERTE

par Louis de Villefosse

(Robert Laffont éditeur).

Louis de Villefosse vient de nous donner un livre, qui dans sa sécheresse, est indispensable à tous les hommes qui dépassent le cadre national pour se pencher sur l'état de santé du monde.

C'est peut-être un des étonnements du siècle que de constater que ce monde, fouillé en tous sens et dont la géographie de surface comme celle du sous-sol, ne contient plus de secret, reste un mystère lorsqu'il s'agit de déterminer ces fléaux qui le rongent et que sont, la misère, la maladie, l'ignorance, l'iniquité, la persécution.

Villefosse avec patience et en se servant de la déclaration des Droits de l'Homme définit par les Nations unies en 1948 a entrepris de nous dresser la carte de la liberté dans le monde. Il le fait en toute indépendance à l'égard des gouvernements et des dogmes. Son livre copieux est une œuvre utile qu'on devra maintenant consulter avant de parler des pays qui parsement le globe. C'est une œuvre honnête et scrupuleuse qui fait honneur à celui qui l'a écrite.

AUTOPSIE DE DIEU

par François Georget

(Julliard éditeur)

Voilà un livre curieux, curieusement présenté. Ce « roman », puisque roman il y a, tout au moins l'auteur le prétend et nous n'avons aucune raison de nous fâcher avec lui, ce roman donc est une analyse souvent pertinente de la société technocratique qui est aujourd'hui en puissance. On peut discuter des solutions que propose l'auteur qui sont minces et disproportionnées avec son analyse vigoureuse de la bureaucratie et de la technocratie. Il n'en reste pas moins que toute la partie critique de son ouvrage qui n'est pas sans rapport avec la critique que nous faisons nous-même de la société peut être considérée comme un acquit pour tous ceux qui pensent que la cadence infernale, qui projette la société dans le temps, nous conduit tout droit à une catastrophe qui anéantira l'espèce humaine.

COLLECTIONS POPULAIRES

● **LA GUERRE DES GAULES** par César (L.P.). Cet ouvrage sans intérêt historique pose un problème pas encore résolu. Comment un homme, fût-il un militaire, peut-il pendant huit ans parcourir un pays sans trouver autre chose à nous raconter que des tueries, des trahisons ou des pillages. Dans un style qui à lui seul justifie la lecture de l'ouvrage, César nous démontre qu'un militaire passe à côté de la vie sans la voir et répand la mort sans complexe.

● **LE TRESOR DE LA SIERRA MADRE** de B. Traven (L.P.). Un excellent livre d'aventures qui n'est pas sans nous rappeler les ouvrages de Jack London. Des chercheurs d'or, des Indiens, une morale un peu courte et un style alerte, voilà de quoi garantir au lecteur deux bonnes heures de détente.

● **LA FORCE DE L'AGE** de Simone de Beauvoir (L.P.). Il faut lire ce livre. Jamais l'écrivain n'a été aussi maître de son style, jamais son talent n'a été aussi évident que dans cet ouvrage. Mais il faut le lire également pour une autre raison. Il est un témoignage sur la mentalité des intellectuels de gauche pendant l'occupation.

● **LE VALLON** par Agatha Christie (L.P.). Pour ceux qui apprécient le roman policier anglais, celui-ci contient tous les éléments qui firent la fortune de ces sortes d'ouvrages.

● **AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA** par Nietzsche (L.P.). Il faut absorber cet ouvrage célèbre à petite dose. Dans son excellente préface, Henri Thomas prépare notre entrée dans ce chant poétique qui annonce la décadence de l'homme et l'arrivée du « surhomme ».

Pour emporter en vacances...

Politique

FAUX PASSEPORTS. — Des nouvelles de Plisnier qui situent dans leur époque le caractère des militants communistes, des militants anarchistes et des oppositionnels à ces disciplines. Ce livre, qui obtint le Concours, est un livre clé de l'entre-deux-guerres.

Policier

LA FEMME A ABATTRE. — Un ouvrage de genre dit mineur dont le style est comparable aux grands ouvrages de la littérature néo-naturaliste américaine.

Histoire

L'ŒIL DE MOSCOU A PARIS, de Jules Humbert Droz. Un livre essentiel qui explique toute la politique du Parti Communiste français et de la Troisième Internationale entre les deux guerres.

Littérature

LITTÉRATURE ET REVOLUTION de Léon Trotsky. Ce livre est la meilleure réponse qu'on puisse faire à la question : « Qu'est-ce que peut la littérature ? »

Tous les jeunes intellectuels révolutionnaires doivent lire ce livre.

Littérature

LES POSSEDES, de Dostoïevski. Ce roman est une tragédie.

die politique. Il peint les révoltes multiples qui secouent la vieille Russie en proie au romantisme et au nihilisme.

Religion

BARABBAS de Pär Lagerkvist. Ce roman est ce qui a été écrit de plus pénétrant sur l'aventure qui, il y a deux mille ans, remua la Judée.

Doctrine

REFLEXION SUR L'ANARCHISME de Maurice Payolle. Un livre que tous les militants doivent méditer.

Biographie

LE CURE MESLIER de M. Dommanget. Un livre important pour l'histoire de l'évolution des esprits sous l'ancien régime.

Simple arithmétique ! 1 + 1 = 2

● Si chaque abonné n'apportait seulement qu'un autre abonné dans le courant de l'année

LE NOMBRE DE NOS ABONNES DOUBLERAIT !

Est-ce possible ?

POUR UN SECOND MANIFESTE COMMUNISTE

LES poètes révolutionnaires sont trop rares pour qu'on ose ignorer aucune de leurs manifestations, tant dans le domaine de l'action immédiate que sur le seul plan de l'idéologie révolutionnaire. Incidemment vient de paraître, « Pour un second manifeste communiste » (1) rédigé en français et en espagnol, par Fomento Obrero Revolucionario, mouvement né en 1948 de la scission entre la IV^e Internationale et sa section espagnole réfugiée au Mexique. L'élaboration théorique en est due à G. Munis, mais transparait ici et là, l'accent propre à Benjamin Péret (dont l'occupation favorite était d'insulter les curés) et cela seul aurait suffi à exciter l'intérêt, si la parution de ce manifeste n'avait pu le faire.

On aurait tort de lui reprocher un certain schématisme, puisque justement ce n'est qu'un manifeste et puisque la qualité première en doit être la rigueur dans l'exposé et la vigueur dans le ton. Si ce manifeste tranche avec les publications habituelles des marxistes, ce n'est pas seulement par la volonté, ouvertement proclamée, de révisionnisme, mais c'est aussi par une certaine outrance bienvenue du ton, due sans doute à la collaboration d'un surréaliste qui, d'aucune façon et en aucun cas, n'accepta la « mesure » de sa révolte et de son action révolutionnaire.

Cela dit, il nous faut en juger le contenu idéologique et en souligner les points forts et les points faibles. Les points forts sont ceux en quoi les anarchistes révolutionnaires pourront aisément se retrouver, le point faible étant l'opposition non surmontée entre le souci de se proclamer encore marxiste et l'adoption de positions souvent très proches des nôtres, sans qu'il y ait peut-être une volonté délibérée d'éviter le débat, débat faussé par Lénine dans « L'Etat et la Révolution » et continué par Camillo Berneri dans « Guerra di Classe » (2). La question de l'Etat reste la question cruciale.

UNE TENTATIVE DE RENOUVEAU IDÉOLOGIQUE

Ce second manifeste communiste est divisé en sept chapitres d'inégal intérêt; précédés d'une introduction, et toutes les questions qui touchent la pensée révolutionnaire sont abordées. C'est une tentative de renouveau idéologique qui entend tirer les leçons de la révolution espagnole, ce qui n'a été fait ni par Trotsky ni par ceux qui se réclament de lui, et qui se veut marxiste tout en rejetant ce qui est l'essentiel du marxisme : « Une nouvelle organisation révolutionnaire est indispensable au prolétariat mondial. Cependant, à moins qu'elle n'incorpore à sa pensée les sévères expériences idéologiques et organisationnelles survenues depuis 1914, sa constitution s'avérera impossible, ou du moins gravement défectueuse. Les défaites du passé doivent jalonner le chemin de la victoire. Une telle organisation doit surpasser les traditionnels rassemblements de partis nationaux, et rejeter tout centralisme permettant à une poignée de dirigeants de mettre la base devant les décisions disciplinaires accomplies. Elle doit préfigurer le futur monde sans frontières ni classes... Il faut rectifier sans regret tout ce qui fait obstacle à la renaissance de la révolution, que ces obstacles proviennent de Lénine, de Trotsky ou de Marx. »

Ces préoccupations font écho à celles déjà exprimées par Benjamin Péret dans la revue surréaliste « Médium » (3) où l'on trouve, dans un article consacré à Trotsky, le passage suivant : « La nationalisation des moyens de production, proposée par Marx, a eu des conséquences fatales. Tous les désastres du prolétariat découlent plus ou moins de cette mesure prise par Lénine et Trotsky en 1917. L'erreur de Marx a été répétée sans examen par tous les disciples et commentateurs, devenant un véritable postulat... Il est pourtant clair que si l'on veut aboutir à l'affaiblissement et à la disparition de l'Etat, il est impossible de commencer par le fortifier... »

SOCIALISME ET STALINISME

De fait, si le manifeste du F.O.R. est essentiellement une attaque virulente de la contre-révolution stalinienne et du **capitalisme d'Etat**, il est aussi une reconnaissance tacite de la logique interne qui va du marxisme au stalinisme.

On rappelle, bien entendu, les notions essentielles du socialisme trop oubliées aujourd'hui : « Le prolétariat doit prendre possession des instruments de

travail, dont il est frustré depuis toujours... et **anéantir l'Etat**, en abolissant d'emblée le capital et le travail salarié. »

On affirme que le socialisme doit être « l'organisation de la production par et pour les travailleurs », car il s'agit de donner « libre cours aux besoins économiques et culturels », on affirme aussi que « le plan a pour but d'accorder production et consommation » et que, dans la société de transition, « le profit, sous quelque forme que ce soit, doit être banni » ; mais ce qui est nouveau et surprenant dans la bouche de marxistes, c'est cette virulence anti-étatique. On dénonce l'étatisation de l'économie, erreur des bolcheviks, dont on dit qu'elle n'est pas la socialisation des moyens de production. On dénonce aussi le parti unique dictatorial vite dominé, ainsi que les soviets, par une puissante caste bureaucratique « qui allait organiser d'emblée et à son profit le capitalisme d'Etat et la contre-révolution ». Dans le même chapitre, en relation avec cette erreur des bolcheviks, on dénonce violemment la contre-révolution stalinienne avec qui toute collusion est une « trahison » : « Nulle part le stalinisme ne peut être envisagé comme un mouvement ouvrier opportuniste ou réformiste, mais comme nécessairement contre-révolutionnaire. Il porte en lui le **capitalisme d'Etat** et la destruction des libertés ouvrières indispensables à l'organisation du socialisme. »

On pense qu'il est possible aujourd'hui d'attribuer une signification historique au capitalisme d'Etat en distinguant trois stades : a) le libéralisme; b) l'impérialisme, où l'Etat est contrôlé par les trusts les plus puissants; c) le capitalisme d'Etat, où s'opère une superconcentration du capital et où s'accroît démesurément l'exploitation des travailleurs : « La concentration du capital, autrefois facteur progressif de l'évolution sociale, revêt un caractère réactionnaire au-delà d'une certaine limite ». A cela on oppose, rompant le schéma traditionnel des revendications immédiates et des mesures révolutionnaires, deux revendications fondamentales qui sont : « moins de travail, plus de paie ! » et « toute augmentation de la production à la classe ouvrière qui la réalise ! », seule manière de mettre une limite à l'accumulation du capital.

REVENDEICATIONS IMMÉDIATES ET MESURES RÉVOLUTIONNAIRES

Ces thèmes sont développés dans le dernier chapitre intitulé « les tâches de notre époque » dans lequel sont préconisées un certain nombre de mesures concrètes dont les plus immédiates ont déjà en vue l'opposition au capitalisme d'Etat (suppression du travail à la pièce, des chronométrages, réduction du temps de travail à 30 heures, travail pour tous, entraînant le « suprême droit à la paresse » ; toute augmentation de la production aux ouvriers, distribution gratuite des stocks aux plus défavorisés, etc.) ou bien ont pour but de « récupérer et d'accroître la liberté d'expression et d'action du prolétariat », en dehors de l'emprise des gouvernements et des syndicats. (A propos des syndicats il faut reprocher au manifeste de ne pas même aborder la possibilité d'un syndicalisme révolutionnaire !)

Aux revendications immédiates, on lie, sans solution de continuité, les mesures de la révolution prolétarienne mondiale « sans perdre de vue que dans certains cas, il deviendra possible de commencer directement par celles-ci » :

1) Le pouvoir politique aux travailleurs, qui l'exerceront par l'entremise de comités démocratiques désignés et révocables à chaque instant.

2) Expropriation du capital industriel, financier et agricole... par l'ensemble de la classe ouvrière.

3) Gestion ouvrière de la production et de la distribution des produits et planification exclusivement dictée par les nécessités de la disparition des classes.

4) Destruction de tous les armements et instruments de guerre, dissolution des armées et des polices, reconversion des industries de guerre en production de consommation.

5) Armement individuel des exploités, organisés selon le schéma des comités démocratiques de gestion et de distribution.

6) Incorporation aux activités utiles de toutes les couches parasitaires de la population afin d'augmenter la production en réduisant le temps de travail.

7) Suppression du travail salarié pour atteindre la libre distribution des produits selon les besoins de chacun.

8) Suppression des frontières et constitution d'un seul gouvernement et d'une seule économie au fur et à mesure de la victoire du prolétariat dans les divers pays.

On termine par la revendication du concept marxiste de « dictature du prolétariat » en précisant qu'elle n'est pas identifiable à la dictature d'un parti mais qu'elle est inséparable au contraire de la plus large démocratie au sein des masses travailleuses. Mais pourquoi revendiquer la dictature du prolétariat alors qu'on la vide du sens précis qu'elle a, c'est-à-dire le sens marxiste et léniniste ? C'est là sans aucun doute le point faible de ce manifeste, qui ajoute à la confusion au lieu d'éclaircir un problème qui n'est certes pas nouveau et que nous avons résolu, nous anarchistes révolutionnaires, d'une façon qui nous sépare de toute conception marxiste. Ainsi Berneri écrivait en 1936 : « **Qui dit Etat prolétaire dit capitalisme d'Etat; qui dit dictature du prolétariat, dit dictature du parti communiste.** »

D'autre part, il est permis de sursauter quand on présente Marx comme voulant préserver les intérêts primordiaux de l'individu, en citant : « Il faut abominer comme la peste ceux qui placent la société au-dessus de l'individu » ! ou bien quand on lit que d'après la conception bolchevique, le contrôle ouvrier de la production était une mesure démocratico-bourgeoise qui devait préliminer à la gestion ouvrière de la production et de la consommation, caractéristique de la révolution sociale.

Ces quelques réserves faites, il importe de souligner toute l'importance de ce manifeste et la valeur des idées qui y sont exprimées, et cela d'autant plus qu'il est le fait de marxistes qui reprennent presque explicitement nos thèses puisqu'ils considèrent comme révolutionnaires « des groupes anarchistes indépendants », avec des bordighistes, la ligue communiste révolutionnaire du Japon et un peu partout dans le monde quelques groupes d'origine trotskyste. Il était bon qu'on redise, face à l'équilibre de la terreur, la nécessité du **défaitisme révolutionnaire**, et qu'on nie comme Rosa Luxembourg et à l'encontre de Lénine « la possibilité, sous le capitalisme, d'un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Cela conduit à envisager l'action du prolétariat à l'échelle planétaire, et de la même manière dans les pays arriérés que dans les métropoles, c'est-à-dire sur le terrain de la révolution sociale et non sur celui de la nation capitaliste; « proclamons-le, toute lutte nationale est réactionnaire ».

Terminons, comme le manifeste, en exaltant la subjectivité révolutionnaire, en opposition à un automatisme économique indéfendable, subjectivité que nous ne cesserons pas de sitôt d'exalter.

Jacques SOREL.

- (1) Editeur Eric Losfeld (Terrain Vague).
(2) Voir les articles parus dans « Noir et Rouge », n° 23 (déc. 64).
(3) N° 3, nouvelle série, mai 1954.

ATTENTION !



PARAITRA AU MOIS D'OCTOBRE